

AVIS DE CONSULTATION

TITRE : SELECTION D'ENTREPRISES POUR LA MISE EN PLACE D'UN ACCORD A LONG TERME (LTA) POUR LES SERVICES D'IMPRESSION

NUMERO DE L'AVIS DE CONSULTATION : RFP-IVC-SUP-2023-018/IS/ey

Il est demandé à tout postulant de prendre connaissance de nos conditions générales applicables aux contrats d'entreprise conclus par l'UNICEF avant toute soumission en cliquant ici : <http://bit.ly/ConditionsGenerales>

PARTIE I – OBJET DE LA CONSULTATION

1. CONTEXTE

L'UNICEF promeut les droits et le bien-être de chaque enfant, dans tout ce que nous faisons. Ensemble avec nos partenaires, nous travaillons dans 190 pays et territoires pour traduire cet engagement en action concrète, en concentrant les efforts sur les enfants les plus vulnérables et les exclus, dans l'intérêt de tous les enfants, partout dans le monde.

2. SOLLICITATION ; ACCORD À LONG TERME

2.1 La présente demande de Propositions de Services a pour objet d'inviter à soumissionner une ou plusieurs entreprises spécialisées dans le domaine de l'impression.

2.2 L'UNICEF souhaite conclure un ou plusieurs accord (s) à Long Terme non exclusif ("LTA") pour l'achat de services décrits le présent document de sollicitation, selon les besoins, de temps à autre, pendant le mandat de l'Accord à Long Terme. C'est une disposition de ce, ou ces accords que l'UNICEF ne sera pas tenu d'acheter une quantité minimale de ces services. L'UNICEF ne sera tenu responsable d'aucun coût si aucun achat n'est effectué au titre des LTA résultants.

2.3 Les achats seront effectués contre des Contrats qui seront émis par l'UNICEF conformément aux Conditions Générales de tout LTA résultant. Les quantités réelles à acheter varieront d'un Contrat à l'autre

2.4 Les autres Agences des Nations Unies, Fonds et Programmes sont habilités à passer des contrats au prix et aux conditions de l'Accord à Long Terme. Les Contrats passés par d'autres entités des Nations Unies constituent un accord contractuel entre le Fournisseur et l'entité des Nations Unies à l'origine du Contrat. L'UNICEF ne sera pas une partie contractuelle à ces Contrats et n'aura donc aucune obligation ou responsabilité pour les Contrats non émis par l'UNICEF

2.5 Le présent Document de Sollicitation comprend les éléments suivants :

- Ce Document
- Les Termes et Conditions Générales de Contrat de l'UNICEF (Services) qui sont joints à l'annexe B du présent document.
- Le Cadre de Prix

- 2.6 Le présent Document de Sollicitation est une invitation à traiter et ne doit pas être interprété comme une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, autre droit ou droit de restitution. Il n'existera aucun Contrat contraignant, y compris un Contrat de processus, un Accord ou un Arrangement, entre le Soumissionnaire et l'UNICEF et rien dans le cadre du présent Document de Sollicitation ne pourra engager la responsabilité de l'UNICEF sauf et jusqu'à ce qu'un Accord à Long Terme et le Contrat lié est signé par l'UNICEF et le Soumissionnaire retenu.
3. **DURÉE**
- 3.1 L'Accord à Long Terme proposé est valable pour une période initiale de deux (2) ans, avec un renouvellement possible pour une période supplémentaire de douze (12) mois sur la base d'une prestation satisfaisante.

PARTIE II – PROCESSUS DE SOUMISSION

1. CALENDRIER DE SOUMISSION

- 1.1 Accusé de réception du Document de Sollicitation. Les Soumissionnaires sont priés d'informer l'UNICEF dès que possible par COURRIEL à ivcprocurement@unicef.org qu'ils ont reçu le présent Document de Sollicitation.
- 1.2 Questions des Soumissionnaires. Les Soumissionnaires sont priés de soumettre toute question relative au présent Document de Sollicitation, par courrier électronique à ivcprocurement@unicef.org. La date limite de réception des questions est le **mardi 11 juillet 2023 à 16 h 00 GMT.**

Les Soumissionnaires sont tenus de formuler toutes les questions de manière claire et concise.

Les Soumissionnaires sont également tenus d'informer immédiatement l'UNICEF par écrit de toute ambiguïté, erreur, omission, divergence, incohérence ou tout autre défaut du Document de Sollicitation, en fournissant des détails complets ; Les Soumissionnaires ne bénéficieront pas de telles ambiguïtés, erreurs, omissions, divergences, incohérences ou autres défauts.

L'UNICEF compilera les questions reçues. L'UNICEF peut, à sa discrétion, immédiatement communiquer toute question anonyme et sa réponse à tous les autres Soumissionnaires en l'affichant sur son site web, et/ou répondre à la question lors d'une conférence de candidature. Après une telle conférence, un document de questions et réponses peut être préparé et publié sur <https://www.unicef.org/cotedivoire/travailler-%C3%A0-lunicef>

- 1.3 Amendements au Document de Sollicitation. À tout moment avant la date limite de soumission, l'UNICEF peut, pour quelque motif que ce soit, de sa propre initiative ou en réponse à une clarification demandée par un Soumissionnaire potentiel, modifier le Document de Sollicitation par amendement. Si le Document de Sollicitation était disponible en ligne, les modifications seraient également publiées en ligne. En outre, tous les Soumissionnaires potentiels ayant reçu le Document de Sollicitation directement de l'UNICEF seront informés par écrit de toutes les modifications apportées au Document de Sollicitation. Afin de donner aux Soumissionnaires

potentiels un délai raisonnable pour prendre en compte cet amendement lors de la préparation de leur Offre, l'UNICEF peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission.

- 1.4 Date limite de soumission. La date limite de soumission des offres techniques et financières à ivcprocurement@unicef.org est fixée **au mardi 18 juillet 2023 à 16 h 00 GMT**. Toute offre reçue par l'UNICEF après la date et l'heure limite de soumission sera rejetée.
- 1.5 Ouverture des offres: Les offres techniques seront ouvertes par le comité interne de dépouillement des offres le mercredi 19 juillet 2023 à 10 h 00.

2. LANGUE

- 2.1 La soumission préparée par le Soumissionnaire, toute la correspondance et tous les documents la concernant échangés entre le Soumissionnaire et l'UNICEF seront rédigés en FRANCAIS. Les documents justificatifs et la documentation imprimée fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue, à condition qu'ils soient accompagnés d'une traduction appropriée en FRANCAIS. Lors de l'interprétation de la soumission, la version traduite de ces documents justificatifs et de la documentation imprimée prévaudra sur la version originale de ces documents. La responsabilité exclusive de la traduction, y compris de l'exactitude de la traduction, incombe au Soumissionnaire.

3. VALIDITÉ DES OFFRES ; MODIFICATION ET CLARIFICATIONS ; RETRAIT

- 3.1 Période de validité. Les Soumissionnaires doivent indiquer la période de validité de leur offre. Les offres doivent être valides pour une période d'au moins cent vingt (120) jours après la date limite de soumission. Une offre valable pour une période plus courte ne sera plus considérée. L'UNICEF peut demander au Soumissionnaire de prolonger la période de validité. L'offre des Soumissionnaires qui refusent de prolonger la validité de leur offre sera disqualifiée du fait qu'elle n'est plus valide.
- 3.2 Autres modifications. L'UNICEF doit recevoir tous les changements apportés à une offre avant la date limite de soumission. Le Soumissionnaire doit clairement indiquer que la soumission révisée est une modification et remplace la version précédente de sa soumission, ou énoncer les modifications par rapport à la soumission originale.
- 3.3 Retrait de l'offre. Une offre peut être retirée par le Soumissionnaire sur demande électronique, télécopiée ou écrite que le Soumissionnaire a reçue de l'UNICEF avant la date limite de soumission. La négligence de la part du Soumissionnaire ne confère aucun droit de rétractation de l'offre après son ouverture.
- 3.4 Clarifications demandées par l'UNICEF. Au cours de l'évaluation des offres, l'UNICEF peut, à sa seule discrétion, demander des éclaircissements à tout Soumissionnaire afin que ce dernier comprenne parfaitement sa proposition et aide à l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres. L'UNICEF peut demander de tels éclaircissements par le biais de communications écrites ou demander un entretien avec un Soumissionnaire. Aucune modification du prix ou de la substance de l'offre ne sera recherchée, offerte ou autorisée, sauf dans la mesure requise pour permettre la correction des erreurs de calcul détectées par l'UNICEF.

3.5 Références. L'UNICEF se réserve le droit de contacter n'importe laquelle des références fournies par le (s) Soumissionnaire (s) et de rechercher des références auprès d'autres sources que l'UNICEF jugera appropriées.

4. ELIGIBILITE ; INFORMATION DU SOUMISSIONNAIRE

4.1 Soumissionnaire. Le terme « Soumissionnaire » désigne les entreprises qui soumettent une Offre en vertu du présent Document de Sollicitation et le terme « soumission » désigne tous les documents fournis par le Soumissionnaire dans sa réponse au présent Document de Sollicitation. Un Soumissionnaire ne sera éligible à être considéré que s'il se conforme aux déclarations énoncées dans la partie V du présent Document de Sollicitation, y compris les déclarations relatives aux normes éthiques, y compris les conflits d'intérêts.

4.2 Joint-Venture, Consortium ou Association.

(a) Si le Soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui constitueront ou auront formé une coentreprise, un consortium ou une association au moment de la soumission de l'offre, chacune desdites entités juridiques confirmera dans leur offre conjointe que :

(i) ils ont désigné une partie pour agir en qualité d'entité chef de file dûment habilitée à lier juridiquement les membres de la coentreprise solidairement, ce qui sera attesté par un accord de coentreprise entre les entités juridiques, qui sera soumis avec la soumission ; et

(ii) s'ils obtiennent le LTA, l'entité chef de file désignée entrera en LTA avec l'UNICEF, et agira pour le compte de toutes les entités membres composant l'entreprise commune et au nom de celles-ci.

(b) Une fois l'offre soumise à l'UNICEF, l'entité principale désignée pour représenter l'entreprise commune ne sera pas modifiée sans le consentement écrit préalable de l'UNICEF.

(c) Si la soumission d'une coentreprise est la soumission retenue pour l'attribution, l'UNICEF attribuera le LTA à la coentreprise, au nom de son entité principale désignée. L'entité chef de file signera le LTA pour et au nom de toutes les autres entités membres.

4.3 Offres émanant d'organisations gouvernementales. L'éligibilité des Soumissionnaires appartenant en totalité ou en partie au gouvernement sera sujette à une évaluation et à un examen approfondis de divers facteurs, tels que l'enregistrement en tant qu'entité indépendante, l'ampleur de la propriété / part du gouvernement, la réception de subventions, le mandat, l'accès à informations relatives au présent Document de Sollicitation et à d'autres informations susceptibles de donner lieu à un avantage indu par rapport à d'autres Soumissionnaires et au rejet éventuel de la soumission.

4.4 Offre d'organisations dont le propriétaire unique est un membre du personnel de l'UNICEF/ONU, ancien ou à la retraite. Toute organisation dont le propriétaire unique est un ancien membre ou un membre du personnel retraité de l'UNICEF (ou de toute autre organisation des Nations Unies) qui soumet une proposition, doit divulguer son emploi antérieur à l'Organisation des Nations Unies au moment de sa soumission. Toute proposition de ce type sera traitée comme si elle émanait d'un particulier aux fins des conditions générales de l'UNICEF concernant les contrats d'anciens et de membres du personnel retraités.

5. PREPARATION DE L'OFFRE

5.1 Les Soumissionnaires sont tenus de s'informer lors de la préparation de leur offre. A cet égard, les Soumissionnaires veilleront à :

- Examiner tous les termes, les exigences et les instructions de soumission formelles inclus dans le Document de Sollicitation (y compris la section Instructions aux Soumissionnaires) ;
- Examiner le Document de Sollicitation pour s'assurer qu'ils disposent d'une copie complète de tous les documents ;
- Passer en revue les Dispositions Contractuelles Standard de l'UNICEF et les Conditions Générales de contrat de l'UNICEF (biens) pour la fourniture de biens, disponibles au public sur le site Web des achats de l'UNICEF : http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html;
- Consulter les politiques de l'UNICEF accessibles au public sur le site Web des fournitures de l'UNICEF : http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html. En particulier, les Soumissionnaires devraient se familiariser avec les obligations imposées aux fournisseurs, à leur personnel et à leurs sous-traitants, dans le cadre de la politique de l'UNICEF concernant l'interdiction et la lutte contre la fraude et la corruption et de la politique de l'UNICEF relative à la promotion de la Protection des Enfants ;
- Assister à toute réunion d'information si elle est obligatoire en vertu du présent Document de Sollicitation ;
- S'informer pleinement et satisfaire aux exigences des autorités compétentes et aux lois applicables ou susceptibles de s'appliquer à la fourniture des produits.

Les Soumissionnaires reconnaissent que l'UNICEF, ses dirigeants, employés et agents ne font aucune déclaration ni garantie (expresse ou implicite) quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité du présent Document de Sollicitation ou de toute autre information fournie aux Soumissionnaires.

5.2 Le non-respect des exigences et des instructions du Document de Sollicitation ou la fourniture de tous les renseignements demandés se fera aux risques et périls du Soumissionnaire et pourrait entraîner le rejet de sa soumission.

5.3 La soumission doit être préparée pour suivre le format de cette Sollicitation. Chaque Soumissionnaire doit répondre aux demandes ou exigences indiquées et indiquer qu'il comprend et confirme son acceptation des exigences énoncées par l'UNICEF. Le Soumissionnaire devrait identifier toute hypothèse de fond retenue dans la préparation de son offre. Le report d'une réponse à une question ou à une étape d'une négociation de contrat (le cas échéant) n'est pas acceptable. Tout article non spécifiquement abordé dans la Soumission sera considéré comme accepté par le Soumissionnaire. Les réponses incomplètes ou inadéquates, l'absence de réponse ou les déclarations erronées dans les réponses aux questions auront une incidence sur l'évaluation de la Soumission.

5.4 Toutes les références à des documents descriptifs doivent être incluses dans le paragraphe approprié de l'Offre, bien que le matériel / les documents eux-mêmes puissent être fournis en tant qu'annexes à l'Offre. Le Soumissionnaire doit également fournir suffisamment d'informations dans

l'Offre pour traiter chaque domaine des critères d'évaluation présentés dans ce document afin de permettre une évaluation juste de tous les Soumissionnaires et de leurs Offres. Il appartient à l'UNICEF de déterminer, à sa seule discrétion, si les informations fournies sont suffisantes.

- 5.5 Le formulaire de soumission rempli et signé par un représentant dûment autorisé de l'Organisation / Société peut être inclus dans l'offre technique ou soumis dans un fichier séparé lors de la transmission des offres.
- 5.6 Les soumissions doivent clairement indiquer le numéro du Document de Sollicitation.
- 5.7 Offre technique: L'offre technique doit aborder les critères et les exigences décrits dans le présent Document de Sollicitation, en accordant une attention particulière à l'énoncé de travail et à ses critères d'évaluation. Il est important de noter que l'UNICEF accueille activement les propositions novatrices et les solutions originales répondant aux besoins en services déclarés. **AUCUNE INFORMATION DE PRIX NE DOIT ÊTRE CONTENUE DANS L'OFFRE TECHNIQUE**
- 5.8 Proposition de prix : La proposition de prix doit être préparée conformément aux exigences énoncées dans le Document de Sollicitation.
- 5.9 Chaque Soumissionnaire reconnaît que sa participation à toute étape du processus de sollicitation du présent Document de Sollicitation comporte ses propres risques et coûts. Le Soumissionnaire est responsable, et l'UNICEF n'est pas responsable, des coûts de préparation de sa candidature ou de sa réponse au présent Document de Sollicitation, de la soumission d'échantillons, de la participation à une conférence de candidature, d'une visite des lieux, de réunions ou d'exposés, quelle que soit la conduite ou la présentation résultat du processus de sollicitation.
- 5.10 L'Offre du Soumissionnaire comprendra toutes les annexes étiquetées.

6. DOCUMENTS DE SOUMISSION CONFIDENTIALITÉ

- 6.1 Le présent Document de Sollicitation, ainsi que tous les documents de soumission fournis par le Soumissionnaire à l'UNICEF, seront considérés comme la propriété de l'UNICEF et ne seront pas retournés aux Soumissionnaires.
- 6.2 Toutes les informations et tous les documents fournis aux Soumissionnaires par l'UNICEF (« Documents de sollicitation ») seront traités de manière confidentielle par les Soumissionnaires. Si le Soumissionnaire refuse de répondre à ce Document de Sollicitation ou, si celle-ci est rejetée ou non retenue, il renverra immédiatement tous ces documents de sollicitation à l'UNICEF, ou les supprimera. Le Soumissionnaire ne doit pas utiliser le Document de Sollicitation.
- 6.3 Toutes les informations et tous les documents fournis aux Soumissionnaires par l'UNICEF (« Documents de sollicitation ») seront traités de manière confidentielle par les Soumissionnaires. Si le Soumissionnaire refuse de répondre à ce Document de Sollicitation ou, si celle-ci est rejetée ou non retenue, il renverra immédiatement tous ces documents de sollicitation à l'UNICEF, ou détruira ou supprimera tous ces Documents de Sollicitation. Le Soumissionnaire ne doit pas utiliser les documents du Document de Sollicitation à des fins autres que la préparation d'une offre et ne doit pas les divulguer à des tiers, sauf: (a) avec le consentement écrit préalable de l'UNICEF; (b) lorsque la tierce partie assiste le Soumissionnaire dans la préparation de la soumission, à condition que le Soumissionnaire se soit assuré auparavant que cette partie se conformait à cette

obligation de confidentialité; (c) si les documents pertinents du Document de Sollicitation sont légalement en possession du Soumissionnaire au moment du présent Document de Sollicitation par l'intermédiaire d'une partie autre que l'UNICEF; (d) si la loi l'exige et à condition que le Soumissionnaire ait préalablement informé l'UNICEF par écrit de son obligation de divulguer les éléments du Document de Sollicitation; ou (e) si les documents du Document de Sollicitation sont généralement et publiquement disponibles autrement que par suite d'un abus de confiance de la part de la personne qui les a reçus.

7. OFFRES MULTIPLES ET OFFRES D'ORGANISATIONS APPARENTÉES

7.1 Les Soumissionnaires ne doivent pas soumettre plus d'une offre dans le cadre du présent processus de sollicitation.

7.2 Si le Soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui constitueront ou auront formé une coentreprise, un consortium ou une association au moment du dépôt de la candidature, ni l'entité principale ni les entités membres de la coentreprise ne pourront présenter une autre offre, soit à titre personnel, soit en tant qu'entité chef de file ou en tant qu'entité membre d'une autre coentreprise présentant une autre offre.

7.3 L'UNICEF se réserve le droit de rejeter des offres distinctes présentées par deux ou plusieurs Soumissionnaires, si ceux-ci sont des organisations liées et que l'un des éléments suivants est constaté :

- (a) ils ont au moins un associé contrôlant, un administrateur ou un actionnaire commun ; ou
- (b) l'un d'eux reçoit ou a reçu une subvention directe ou indirecte du ou des autres ; ou
- (c) ils entretiennent une relation qui donne à un ou plusieurs Soumissionnaires accès à des informations confidentielles sur les autres offres ou sur une influence sur celles-ci ; ou
- (d) ils sont sous-traitants dans l'offre de chacun ou un sous-traitant d'une offre soumet également une autre offre en son nom en tant que Soumissionnaire principal ; ou
- (e) un expert proposé pour faire partie de l'équipe d'un Soumissionnaire participe à plus d'une offre reçue pour ce processus de sollicitation.

PARTIE III – ATTRIBUTION/ADJUDICATION DES OFFRES

1. ADJUDICATION

1.1 Processus d'Évaluation. L'évaluation est effectuée par l'UNICEF conformément aux règlements, règles et pratiques de l'UNICEF et toutes les décisions sont prises à la seule discrétion de l'UNICEF.

Après l'ouverture des offres, l'UNICEF réalisera les étapes suivantes dans l'ordre suivant :

- *Première étape*, chaque soumission sera évaluée pour vérifier sa conformité avec les exigences obligatoires du présent Document de Sollicitation. Les offres réputées ne pas satisfaire à toutes les exigences obligatoires seront considérées comme non conformes et seront rejetées à ce stade sans autre considération. Le non-respect des termes et conditions contenus dans le présent Document de Sollicitation, y compris, mais sans s'y limiter, le défaut de fournir toutes les informations requises, peut avoir pour conséquence qu'une offre ne peut plus être considérée.
- *Deuxièmement*, l'UNICEF évaluera la conformité de la partie de l'Offre Technique avec les exigences techniques énoncées dans le présent Document de Sollicitation sur la base de la méthode d'évaluation de la proposition exposée ci-après.
- *Troisièmement*, l'UNICEF entreprendra une évaluation commerciale de la Proposition de Prix figurant dans les Offres techniquement conformes sur la base de la méthode d'évaluation des Propositions ci-après.

1.2 Approche d'évaluation de l'Offre.

a) Évaluation technique

N°	CRITERES D'EVALUATION	SOUS CRITERES D'EVALUATION	NOTES ECLATEES	NOTES
1	Présentation de l'offre	<ul style="list-style-type: none"> • Sommaire • Pagination • Page de garde • Clarté et lisibilité • Intercalaire 	0.5 0.5 0.5 3 0.5	05
2	Dossier administratif	Dossier Administratif : à fournir <ul style="list-style-type: none"> • Registre du Commerce (Eliminatoire) ; • Attestation de paiement des cotisations CNPS 2022 (Eliminatoire) ; • Attestation de paiement des impôts 2022 (Eliminatoire) ; • Code UNGM (Eliminatoire) • Les 2 derniers bilans financiers 2021 e 2022 (Eliminatoire) 		
3	Equipment	Liste des équipements : Liste du matériel (10 points par type de matériel de pointe dans le domaine de l'imprimerie avec un maximum de 40 points)	40	40
4	Organisation, Qualification et expérience	Organisation de la société : Liste du personnel administratif et technique - Organigramme (Organisation interne de la structure) Expérience dans le domaine de l'imprimerie : Liste des références et attestations / certificats de services faits, indiquant le nom du client, les types de prestations fournies et la valeur du contrat. Le soumissionnaire devra fournir un minimum de 3 et un maximum de 5 attestations /certificats (5 points par contrat)	05 20	55

N°	CRITERES D'EVALUATION	SOUS CRITERES D'EVALUATION	NOTES ECLATEES	NOTES
		Qualification : Avoir au moins 05 ans dans le domaine de l'imprimerie	15	
		Présence de spécialistes dans l'entreprise : - Infographe (8 points) - Dessinateur (2 points)	10	
	TOTAL			100

Total maximum **100 Points**

Seules les propositions recevant un minimum de **80 points** seront retenues pour la suite du processus de sélection.

Les soumissionnaires dont les offres auront techniquement été validées, feront l'objet d'une visite d'entreprise au cours de laquelle, la présence des équipements mentionnés dans leur offre technique sera confirmée. Au cours de cette même visite, le soumissionnaire pourrait être amené à présenter des échantillons de travaux similaires à ceux décrits dans cet appel d'offres, et déjà réalisés dans le cadre de commandes antérieures avec d'autres entreprises. Au besoin, l'UNICEF demandera au soumissionnaire de lui produire des échantillons.

b) Proposition de prix (évaluation financière)

Approche D'Offre de prix le plus bas techniquement conforme

L'UNICEF entreprendra ensuite une évaluation commerciale des offres.

L'UNICEF attribuera par item le (s) LTA-S (s) au (x) fournisseur (s) fournissant la (les) proposition (s) techniquement conforme (s), au prix le plus bas, sous réserve des négociations et des divers autres droits de l'UNICEF détaillés dans le présent Document de Sollicitation.

Tous besoins en dehors de ce cadre de prix feront l'objet d'une demande de cotation.

- 1.3 Arrangements Multiples. L'UNICEF se réserve le droit de prendre plusieurs dispositions pour tout service pour lequel l'UNICEF estime qu'il est dans son intérêt de le faire.
- 1.4 Négociation. L'UNICEF se réserve le droit de négocier avec le ou les soumissionnaires qui ont obtenu la meilleure note / le meilleur classement, c'est-à-dire ceux qui offrent la meilleure Offre globale.
- 1.5 Notification d'Attribution. L'UNICEF informera uniquement le ou les Soumissionnaires ayant reçu le ou les LTA résultant de ce processus de sollicitation ; L'UNICEF peut, mais n'est pas obligé, informer les autres Soumissionnaires du résultat de ce processus de sollicitation.

LE CADRE DE PRIX

DESIGNATION	SPECIFICATIONS	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	TOTAL
BLOC-NOTES A5	Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 150 à 250 pages Papier : Papier Offset Premium, 81 g/m2 Impression : quadri recto, quadri verso pages identiques Plat dessus/dessous, 4 pages, 21 x 30 cm ouvert Papier : Papier Couché Mat Satiné 2 Faces, 350 g/m2 Impression : quadri recto/verso Finition : Pelliculage Mat SN recto/verso Façonnage : Reliure à spirales sur 21 cm	1 - 150		
BLOC-NOTES A5	Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 150 à 250 pages Papier : Papier Offset Premium, 81 g/m2 Impression : quadri recto, quadri verso pages identiques Plat dessus/dessous, 4 pages, 21 x 30 cm ouvert Papier : Papier Couché Mat Satiné 2 Faces, 350 g/m2 Impression : quadri recto/verso Finition : Pelliculage Mat SN recto/verso Façonnage : Reliure à spirales sur 21 cm	151 - 300		

<p>BLOC-NOTES A5</p>	<p>Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 150 à 250 pages Papier : Papier Offset Premium, 81 g/m2</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso pages identiques Plat dessus/dessous, 4 pages, 21 x 30 cm ouvert Papier : Papier Couché Mat Satiné 2 Faces, 350 g/m2</p> <p>Impression : quadri recto/verso Finition : Pelliculage Mat SN recto/verso Façonnage : Reliure à spirales sur 21 cm</p>	<p>201 - 300</p>		
<p>BLOC-NOTES A5</p>	<p>Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 150 à 250 pages Papier : Papier Offset Premium, 81 g/m2</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso pages identiques Plat dessus/dessous, 4 pages, 21 x 30 cm ouvert Papier : Papier Couché Mat Satiné 2 Faces, 350 g/m2</p> <p>Impression : quadri recto/verso Finition : Pelliculage Mat SN recto/verso Façonnage : Reliure à spirales sur 21 cm</p>	<p>301 - 499</p>		
<p>BLOC-NOTES A5</p>	<p>Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 150 à 250 pages Papier : Papier Offset Premium, 81 g/m2</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso pages identiques Plat dessus/dessous, 4 pages, 21 x 30 cm ouvert Papier : Papier Couché Mat Satiné 2 Faces, 350 g/m2</p> <p>Impression : quadri recto/verso Finition : Pelliculage Mat SN recto/verso Façonnage : Reliure à spirales sur 21 cm</p>	<p>> 500</p>		

<p>BLOC-NOTES A5 A SPIRALES</p>	<p>Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 186 pages Papier : Papier Offset Premium, 80 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso Pages identiques Publi-reportage, 10 pages Papier : Papier couché mat Satiné 130g/m² Impression : quadri recto, quadri verso</p> <p>Couverture, 4 pages, 21 x 30 cm ouvert Papier : Papier Couché Mat Satiné 2 Faces, 300 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage Mat SN recto/verso Façonnage : Reliure à spirales sur 21 cm</p>	<p>1,000</p>		
<p>AGENDA AVEC COUVERTURE REMBORDEE SOUPLE</p>	<p>Format : 16 x 24 cm (à la française) Nombre de pages internes : 144 pages (y compris la couverture) Dos : 10 mm (Selon le modèle d'agenda retenu) Au choix : coins arrondis 1 semaine sur 2 pages avec des notes 12 mois : Janvier à décembre 2023</p> <p>Papier intérieur personnalisés : impression Recto/Verso noir et bleu sur papier offset 90 grs/m² Blanc - Papier non couché</p> <p>Insertion photos à l'intérieur de l'agenda (pages imprimées en couleur) Papier : papier couché mat 135 grs/m² Impression quadri Rect/Verso</p> <p>Couverture : impression quadri sur papier couché 250 grs/m² pelliculé et rebordé papier souple, Recto couleur bleu Signet marque-page (coloris Bleu) Reliure : dos carré collé</p>	<p>1,000</p>		

<p>POCHETTE COULEUR (CHEMISE A RABAT DOS CARRE)</p>	<p>Format : 48,5 x 40,6 cm Papier : Papier Couché Mat 2 Faces, 300 g/m2 Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage Mat recto/verso Façonnage : Découpe selon forme existante</p>	<p>500 - 1000</p>		
<p>POCHETTE COULEUR (CHEMISE A RABAT DOS CARRE)</p>	<p>Format : 48,5 x 40,6 cm Papier : Papier Couché brillant 2 Faces, 300 g/m2 Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage brillant recto/verso Façonnage : Découpe selon forme existante</p>	<p>500 - 1000</p>		
<p>CALENDRIER CHEVALET REMBORDE 15 FEUILLETS 21 X 15 CM</p>	<p>Ephémérides, 15 feuillets en amalgame Format : 21 x 15 cm Papier : Papier Couché Brillant 2 faces, 170 g/m2 Impression : quadri recto, quadri verso</p> <p>Chevalet Format : 46 x 26 cm Papier : Papier Couché Brillant 2 faces, 130 g/m2 Finition : Rembordage recto/verso</p> <p>Page de garde Format : 42 x 21 cm Papier : Papier Couché Brillant 2 faces, 130 g/m2 Façonnage : Coupe au format, Assemblage des feuillets, reliure à spirales sur 21 cm</p>	<p>1000 - 5000</p>		

CALENDRIER MURAL	<p>Ephémérides, 14 feuillets en amalgame Format : 30 x 50 cm Plat dessus Format : 30 x 50 cm Papier : Papier Couché brillant, 170 g/m2 Impression : quadri recto Finition : Pelliculage mat Papier : Papier Couché mat 2 faces, 170 g/m2 Prépresse : Selon notre fichier Impression : quadri recto Plat dessous Format : 30 x 50 cm Papier : Carton Verso Gris Couché 1 Face, 300 g/m2 Prépresse : Selon votre fichier Impression : Pas d'impression Façonnage : Coupe au format, Assemblage des feuillets, reliure à spirales sur 30 cm Crochet 15 cm</p>	1000 - 2000		
BANDEROLE	<p>Dimensions : 80 x 200 cm Support : Bâche Fixation : avec 4-6 œillets</p>	1 - 5		
BANDEROLE	<p>Dimensions : 3 x 1.30 mètres Support : Bâche Fixation : avec 4-6 œillets</p>	1 - 5		
BANDEROLE	<p>Dimensions : Personnalisées Largeur : 20 à 150 cm Longueur : 20 cm à 10 mètres.) Support : Bâche Fixation : avec 4-6 œillets</p>	1 - 5		

BANDEROLE	<p>Dimensions : 400 x 150 cm Support : Bâche Frontlit, tenue 2 ans en extérieur, 550 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto Façonnage : œillets tous les 50 cm</p>	1 - 5		
BROCHURE A5	<p>Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 1 à 100 pages Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 135 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Couverture, 4 pages, 21,0 x 29,7 cm ouvert Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 350 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage brillant recto Rainage Façonnage : 2 piqûres à cheval</p>	100 - 200		
BROCHURE A5	<p>Format : 15 x 21 cm (à la française) Intérieur : 1 à 50 pages Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 135 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Couverture, 4 pages, 21,0 x 29,7 cm cm ouvert Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 350 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage brillant recto Rainage Façonnage : 2 piqûres à cheval</p>	100 - 200		

BROCHURE A4	<p>Format : 21,0 x 29,7 cm (à la française) Intérieur : 1 à 50 pages Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 135 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Couverture, 4 pages, 29,7 x 42,0 cm ouvert Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 350 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage brillant recto Rainage Façonnage : 2 piqûres à cheval</p>	100 - 200		
BROCHURE A4	<p>Format : 21,0 x 29,7 cm (à la française) Intérieur, 51 à 200 pages Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 135 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Couverture, 4 pages, 29,7 x 42,0 cm ouvert Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 350 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage mat offset recto/verso Rainage Façonnage : Dos carré</p>	201 - 300		

BROCHURE A4	<p>Format : 21,0 x 29,7 cm (à la française) Intérieur : plus de 201 pages Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 135 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Couverture, 4 pages, 29,7 x 42,0 cm ouvert Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 350 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage mat offset recto/verso Rainage Façonnage : Dos carré</p>	301 - 400		
FACTSHEETS	<p>Format : 15 x 21 cm Papier : Papier Couché Mat Satiné 2 Faces, 170 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage Brillant recto/verso Façonnage : Coupe au format</p>	100 - 200		
BROCHURE A6	<p>Format : 10,5 x 14,8 cm (à la française) Poids/ex. : Environ 52 g Intérieur, 40 pages Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 135 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso</p> <p>Couverture, 4 pages, 14,8 x 21,0 cm ouvert Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 350 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto Finition : Pelliculage brillant offset recto Rainage Façonnage : 2 piqûres à cheval</p>	1 - 50		

BROCHURE A6	<p>Format : 10,5 x 14,8 cm (à la française) Poids/ex. : Environ 52 g Intérieur, 40 pages Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 135 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso</p> <p>Couverture, 4 pages, 14,8 x 21,0 cm ouvert Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 350 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto Finition : Pelliculage brillant offset recto Rainage Façonnage : 2 piqûres à cheval</p>	51 - 100		
BADGES AVEC ETUI + CORDELETTES	<p>Format Etui : 11 x 16 cm Format Badge : 10 x 14 cm Support badge : couché mat 300g Impression : Quadri recto</p>	18,264		
AFFICHE A3	<p>Impression : quadri recto Papier couche brillant blanc, 170g/m² Finition : Pelliculage brillant</p>			
Affiche 12m2 (illustrations et texte)	<p>Couché 170g ou autocollant Papier photo</p>	250- 500		
AFFICHE 60 X 80 CM (AVEC ILLUSTRATIONS ET TEXTES)	<p>Couché 170g ou autocollant Papier photo</p>	250- 500		
AFFICHE 40 X 60 CM (ILLUSTRATIONS ET TEXTES)	<p>Couché 170g ou autocollant Papier photo</p>	250- 500		

AFFICHE FORMAT 50 CM X 70 CM	Couché 170g ou autocollant Papier photo	250- 500		
AFFICHE 180 CM X 125 CM	Couché 170g ou autocollant Papier photo	250- 500		
AFFICHE A3	Impression : quadri recto Papier couche brillant blanc, 250g/m2 Finition : Pelliculage brillant	250- 500		
Affiche 12m2 (illustrations et texte)	Couché 250g ou autocollant Papier photo	250- 500		
AFFICHE 60 X 80 CM (AVEC ILLUSTRATIONS ET TEXTES)	Couché 250g ou autocollant Papier photo	250- 500		
AFFICHE 40 X 60 CM (ILLUSTRATIONS ET TEXTES)	Couché 250g ou autocollant Papier photo	250- 500		
AFFICHE FORMAT 50 CM X 70 CM	Couché 250g ou autocollant Papier photo	250- 500		
AFFICHE 180 CM X 125 CM	Couché 250g ou autocollant Papier photo	250- 500		
DEPLIANT 2 VOLETS	2 volets, A4 ouvert A5 fermé 170 g impression quadri verso, couché brillant	250- 500		
DEPLIANT 2 VOLETS	2 volets, A4 ouvert A5 fermé 170 g impression quadri verso, couché mat	250- 500		
DEPLIANT 2 VOLETS	Dépliant A4 fermé /A3 ouvert 250g avec pelliculage brillant	250- 500		
DEPLIANT 2 VOLETS	Dépliant A4 fermé /A3 ouvert 250g avec pelliculage mat	250- 500		

DEPLIANT 3 VOLETS	3 volets, A4 ouvert, 9,8 x 21 fermé	250- 500		
DEPLIANT	4 pages Format A4/A5 R V, 15 x 21 cm plie 21 x 29,7 cm ouvert Poids/ex environ 9g Papier couche moderne brillant, 135g/m2 Impression quadri recto, quadri verso Façonnage 1 pli	250- 500		
DEPLIANT	6 pages Format 10 x 21 cm plie 21 x 29,7 cm ouvert Papier couche mat 2 faces, 115g/m2 Impression quadri recto, quadri verso Façonnage 2 plis roulés	250- 500		
PROSPECTUS PLASTIFIE	Format : A4 Impression : quadri Recto Papier couché 170grs Façonnage : encapsulage	250- 500		
PROSPECTUS PLASTIFIE	Format : A4 Impression : quadri Recto Papier couché 250grs Façonnage : encapsulage	250- 500		
PROSPECTUS PLASTIFIE	Format : A5 Impression : quadri Recto Papier couché 170grs Façonnage : encapsulage	250- 500		

PROSPECTUS PLASTIFIE	Format : A5 Impression : quadri Recto Papier couché 250grs Façonnage : encapsulage	250- 500		
CLASSEURS PERSONNALISES	Format : Fiche A4 Impression Fiches : Quadri Recto B - seul Support fiche : 350 g/m2 brillant/ mat Finition : pelliculage brillant toutes les fiches Façonnage - : Perforation -B4 + Insertion fiche Façonnage : Habillage du classeur avec intitulé Forme de découpe des intercalaires 3 intercalaire x 125	50		
KAKEMONO X-BANNER	Imprimé sur Polypro Format : 200 cm x 85 cm Supports d'impression au choix : bâches standard, M1 ou Vertex Quadrichromie	20		
KAKEMONO L-BANNER	Imprimé sur Polypro Format : 200 cm x 85 cm Supports d'impression au choix : bâches standard, M1 ou Vertex Quadrichromie	20		
AUTOCOLLANT COULEUR ROND	Diamètre 5 - 10 cm Support : Vinyle 4 couleurs quadrichromie recto	500- 1000		
AUTOCOLLANT COULEUR ROND	Diamètre 10 - 20 cm Support : Vinyle 4 couleurs quadrichromie recto	500- 1000		

AUTOCOLLANT COULEUR ROND	Diamètre > 20 cm Support : Vinyle 4 couleurs quadrichromie recto	500- 1000		
AUTOCOLLANT COULEUR RECTANGULAIRE	Support : Vinyle 4 couleurs quadrichromie recto - Forme rectangulaire - Longueur : 10 cm - Largeur : 06 cm - Fond blanc	500- 1000		
AUTOCOLLANT COULEUR RECTANGULAIRE	Support : Vinyle 4 couleurs quadrichromie recto - Forme rectangulaire - Longueur : 20 cm - Largeur : 10 cm - Fond blanc	500- 1000		
AUTOCOLLANT COULEUR CARRE	Support : Vinyle 4 couleurs quadrichromie recto - Forme rectangulaire - Longueur : 10 cm - Largeur : 10 cm - Fond blanc	500- 1000		
AUTOCOLLANT COULEUR CARRE	Support : Vinyle 4 couleurs quadrichromie recto - Forme rectangulaire - Longueur : 20 cm - Largeur : 20 cm - Fond blanc	500- 1000		

BOITE A IMAGES	30 Planches : 60 x 85 cm Planches couchés brillants 350g +pelliculage brillants Socles de 450gx2 contrecollé à 1200g selon le nombre de planches ; Façonnage double spirale métallique 14	500- 1000		
BOITE A IMAGES	30 Planches Format 34 x 49 cm Impression quadri R/V vernis UV Papier couche 250 gr Façonnage double spirale métallique 14 Carton 400 gr contre colle dos bois comme socle	500- 1000		
BOITE A IMAGES	40 Planches Format 34 x 49 cm Impression quadri R/V vernis UV Papier couche 250 gr Façonnage double spirale métallique 14 Carton 400 gr contre colle dos bois comme socle	500- 1000		

CARNET A4	<p>Carnets de 12 liasses de 2 feuillets Format : 29,7 x 21,0 cm Poids/ex. : Environ 118 g</p> <p>Feuille 1 : Couche Brillant Blanc, 58 g/m² Impression : Recto : quadri Finition : Perforation + Numérotage Feuille 2 : CF Rose, 58 g/m² Impression : Recto : quadri Finition : Numérotage Plat dessus, 21,0 x 29,7 cm : Dossier Rose, 240 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto Plat dessous, 21,0 x 29,7 cm : Dossier Rose, 240 g/m²</p> <p>Impression : quadri recto Façonnage : Carnets</p>	500- 1000		
FICHES	<p>Format : A4 Impression : quadri Recto Papier couché 170grs Façonnage : encapsulage</p>	500- 1000		

FOLDER/CHEMISE	<p>Chemise imprimée à rabats dos carre avec logo UNICEF Epaisseur du dos 1cm 4 pages recto/verso Format ferme 23.5 cm x 30.5 cm Format ouvert 60 x 37,5 cm Impression photo quadri en couverture recto Quadri R seul vernis UV Brillant Papier couché brillant 400g, découpe et forme de découpe Façonnage : Rainage et collage</p>	500- 1000		
AFFICHE	<p>Format 12m2 Dos bleu 4 couleurs quadrichromie recto</p>	250-500		
AFFICHE	<p>Format 60 cmx 80 cm Papier couche brillant 170 g 4 couleurs quadrichromie recto</p>	250-500		
AFFICHE	<p>Format 40 cmx 60 cm Papier couche brillant 170 g 4 couleurs quadrichromie recto</p>	250-500		
AFFICHE	<p>Format 30 cmx 30 cm Papier couche brillant 170 g 4 couleurs quadrichromie recto</p>	250-500		
AFFICHE	<p>Format 50 cmx 70 cm Papier couche brillant 170 g 4 couleurs quadrichromie recto</p>	250-500		

AFFICHE	Format 180 cmx 125 cm Papier couche brillant 190 g 4 couleurs quadrichromie recto	250-500		
CARTES DE VISITE	Format 5,5 x 8,5 cm Papier : Couché Moderne Mat Blanc, 350 g/m ² Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage mat numérique recto/verso Recto : fond blanc avec le texte Verso : fond bleu UNICEF	200-400		
BROCHURE	Format : 15 x 10,5 cm (à l'italienne) Intérieur : 16 pages Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 135 g/m ² Impression : quadri recto, quadri verso Couverture, 4 pages, 10,5 x 30 cm ouvert Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 300 g/m ² Impression : quadri recto Finition : Pelliculage brillant offset recto Rainage Façonnage : 2 piqûres à cheval	200-10000		
BROCHURE	Format : 15 x 10,5 cm (à l'italienne) Intérieur, 24 pages Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 135 g/m ² Impression : quadri recto, quadri verso Couverture 10,5 x 30 cm ouvert Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 300 g/m ² Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage brillant offset recto Façonnage : Pique à cheval	200-10000		

BROCHURE	<p>Format : 15 x 10,5 cm (à l'italienne) Intérieur, 40 pages Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 135 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso Couverture 10,5 x 30 cm ouvert Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 300 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage brillant offset recto Façonnage : Pique à cheval</p>	200-10000		
BROCHURE	<p>Format : 15 x 10,5 cm (à l'italienne) Intérieur, 48 pages Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 135 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso Couverture 10,5 x 30 cm ouvert Papier : Couché Moderne Brillant Blanc, 300 g/m² Impression : quadri recto, quadri verso Finition : Pelliculage brillant offset recto Façonnage : Pique à cheval</p>	200-10000		

2. CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT (SERVICES)

- 2.1 Les conditions générales de contrat de service de l'UNICEF (services), jointes au présent Document de Sollicitation, s'appliqueront à tout contrat et à tous les bons de commande passés dans le cadre de la présente sollicitation en vue de l'établissement d'un Accord à Long Terme.

En signant le formulaire de candidature, chaque Soumissionnaire est réputé avoir confirmé son acceptation des Conditions générales de l'UNICEF (services). Le Soumissionnaire comprend que, s'il propose des modifications ou des conditions supplémentaires aux conditions générales de l'UNICEF (services), celles-ci doivent être clairement détaillées dans la Soumission et peuvent avoir une incidence défavorable sur l'évaluation de l'Offre.

3. DROITS DE L'UNICEF

- 3.1 L'UNICEF se réserve les droits suivants :

- (a) accepter une offre, en totalité ou en partie ; rejeter une ou toutes les offres ; ou d'annuler ce processus de sollicitation dans son intégralité ;
- (b) vérifier toute information contenue dans la réponse du Soumissionnaire (et le Soumissionnaire fournira à l'UNICEF sa coopération raisonnable pour cette vérification) ;
- (c) invalider toute offre émanant d'un Soumissionnaire qui, de l'avis unique de l'UNICEF, n'avait pas réussi à exécuter de manière satisfaisante ou à exécuter les contrats ou les bons de commande à temps, ou s'il n'est pas en mesure d'exécuter le LTA ;
- (d) invalider toute Offre qui, de l'avis unique de l'UNICEF, ne satisferait pas aux exigences et aux instructions énoncées dans le présent Document de Sollicitation ;
- (e) retirer une attribution à un Soumissionnaire à tout moment jusqu'à ce qu'un LTA ait été signé avec ce Soumissionnaire. L'UNICEF n'est tenu de fournir aucune justification, mais en avertira préalablement.

- 3.2 L'UNICEF n'est pas responsable vis-à-vis du soumissionnaire des coûts, dépenses ou pertes encourus ou subis par lui dans le cadre du présent processus de demande de soumissions ou de ce Document de Sollicitation, y compris, mais sans s'y limiter, les coûts, dépenses ou pertes encourus du fait que l'UNICEF exerce ses droits au paragraphe 3.1 ci-dessus.

PARTIE IV – BESOINS

1. PRIX ET PAIEMENTS

- 1.1 Prix : Les honoraires pour les services et les produits livrables seront traités comme comprenant tous les coûts, dépenses, charges ou frais que le soumissionnaire pourrait encourir dans le cadre de l'exécution des travaux. Le soumissionnaire est invité à proposer des remises inconditionnelles ou des remises sur volume cumulatives (c.-à-d. des remises qui augmentent à mesure que la valeur de la commande cumulée augmente pendant la durée de validité du LTA). En outre, le soumissionnaire peut proposer des remises pour paiement anticipé, c'est-à-dire un paiement dans un délai déterminé plus rapide que les conditions de paiement standard de l'UNICEF de 30 jours.

Nonobstant les rabais convenus, les prix proposés par les soumissionnaires constituent des prix plafonds maximaux et restent fixés pour la durée du contrat LTA.

- 1.2 Conditions de paiement : Les factures ne peuvent être envoyées à l'UNICEF qu'après que les services (ou composants des services) ont été fournis et que les produits livrables (ou les tranches de produits livrables) ont été livrés a) conformément au Contrat (tel que publié conformément aux dispositions de la LTA) et b) à la satisfaction de l'UNICEF. Les conditions de paiement standard sont 30 jours nets à compter de la date de réception de la facture. Le paiement sera effectué par virement bancaire dans la devise du Contrat.

Le soumissionnaire suggérera un calendrier de paiement pour chaque contrat (tel que publié conformément aux dispositions de la LTA) qui est lié à des étapes claires et / ou à des produits livrables identifiés dans les Termes de Référence / Enoncé des travaux.

- 1.3 Monnaie :

(a) La devise de l'offre doit être en **FRANCS CFA**. L'UNICEF rejettera toute offre soumise dans une autre devise.

(b) Si le paragraphe (a) ci-dessus autorise explicitement deux ou plusieurs monnaies spécifiées pour les offres, les offres présentées dans une monnaie autre que le dollar américain seront converties en Dollars Américains en utilisant le taux de change de l'ONU en vigueur à effet sur la date limite de soumission.

- 1.4 Taxes : La section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités dispose notamment que l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF en tant qu'organe subsidiaire, est exonérée de tout impôt direct, à l'exception des frais de service public, et est exonérée des restrictions de la douane, droits et taxes de même nature pour les articles importés ou exportés pour son usage officiel. Tous les prix / tarifs indiqués dans la Soumission doivent être nets de toutes taxes directes et autres taxes et droits, à moins d'indication contraire dans le présent Document de Sollicitation.

2. MISE EN ŒUVRE

- 2.1 Pas de confiance. Sauf stipulation expresse dans les Documents de Sollicitation, l'UNICEF n'aura aucune obligation de fournir une assistance au contractant et ne fera aucune déclaration quant à la disponibilité d'installations, d'équipements, de matériels, de systèmes ou de licences pouvant être utiles ou utiles pour la réalisation du projet. Si le Soumissionnaire a besoin d'installations, d'équipements, de matériel, de systèmes ou de licences pour effectuer les travaux, cela doit être explicitement précisé dans sa Proposition.
- 2.2 Sous-traitants. Les Soumissionnaires doivent identifier dans leur Proposition tout produit qui peut être offert par eux-mêmes mais qui provient d'un autre fournisseur et / ou d'un autre pays. En outre, les Soumissionnaires doivent indiquer dans leur Proposition toute sous-traitance de services envisagée. L'UNICEF examinera tous les accords de sous-traitance dans le cadre de son évaluation de la Proposition.
- 2.3 Experts. Si les Termes de Référence / l'Enoncé des Travaux l'exige, chaque profil d'expert clé demandé dans les Termes de Référence / l'Enoncé des Travaux doit signer un état d'exclusivité et de disponibilité. Le but de l'Exclusivité et de la déclaration de disponibilité est le suivant :

- (a) Les experts principaux proposés dans la proposition ne doivent pas faire partie de la proposition d'un autre soumissionnaire soumise dans le cadre du processus de Sollicitation. Ils doivent donc s'engager exclusivement auprès du proposant.
- (b) Chaque expert principal doit également s'engager à être disponible, capable et disposé à travailler pendant toute la période prévue pour sa contribution à la mise en œuvre du LTA, comme indiqué dans les TDR / l'Énoncé des Travaux et la Proposition.

Après avoir sélectionné une Proposition en partie sur la base d'une évaluation des experts principaux présentés dans la Proposition, l'UNICEF s'attend à ce que le contrat à long terme et les contrats connexes soient exécutés par ces experts. L'UNICEF envisagera uniquement les remplacements en raison de l'incapacité d'un expert clé pour des raisons de santé, de force majeure ou d'autres circonstances pouvant justifier un remplacement et qui n'auraient aucune incidence sur le choix de la proposition. Le désir d'un Soumissionnaire d'utiliser un expert pour un autre projet ou le changement d'avis d'un expert sur le LTA et les contrats associés ne sera pas accepté comme motif de substitution d'un expert clé.

- 2.4 Joint-Ventures : La description de l'organisation de la joint-venture / du consortium / de l'association doit clairement définir le rôle attendu de chacune des entités de la joint-venture dans la mise en œuvre des exigences de la présente Sollicitation, à la fois dans la Proposition et dans le contrat de coentreprise. Toutes les entités qui composent la joint-venture seront soumises à l'évaluation de l'éligibilité et des qualifications par l'UNICEF.

Lorsqu'une joint-venture présente ses antécédents et son expérience dans une entreprise similaire à celle requise dans la présente Sollicitation, elle doit présenter ces informations de la manière suivante :

- a) Celles qui ont été entreprises ensemble par l'entreprise commune ; et
- b) Celles qui ont été entreprises par les entités individuelles de la joint-venture devraient être impliquées dans la prestation des services définis dans cette Sollicitation.

Les contrats antérieurs conclus par des experts travaillant à titre privé mais qui sont associés de manière permanente ou temporaire à l'un des cabinets membres ne peuvent pas être revendiqués comme étant l'expérience de la joint-venture ou de ceux de ses membres ; ils doivent uniquement être revendiqués par les experts dans les présentations de leurs références individuelles.

3. **DOMMAGES LIQUIDÉS**

- 3.1 Dommages Liquidés : Tout LTA attribué en relation avec le présent Document de Sollicitation inclura la clause suivante sur les dommages-intérêts liquidés :

“En plus et sans préjudice de l'un des autres droits et recours de l'UNICEF, y compris, notamment, ceux énoncés dans les Conditions générales du contrat de l'UNICEF (Services), si le contractant ne fournit pas les services ou les Produits livrables conformément au calendrier défini dans le Contrat de Services correspondant ou si l'UNICEF détermine que les Services ou Produits livrés ne sont pas conformes aux exigences du présent LTA et du Contrat de Services correspondant, l'UNICEF peut réclamer des dommages-intérêts au Contractant, à la discrétion de l'UNICEF, le Contractant versera ces dommages-intérêts liquidés à l'UNICEF ou l'UNICEF déduira lesdits dommages liquidés de sa ou de ses factures. Ces dommages-intérêts seront calculés comme suit: un demi pour cent (0,5%) des Frais du Contrat pour les Services et les Produits Livrables retardés pour chaque jour

de retard, ou dans le cas d'une taxe calculée sur la base du taux horaire, un demi pour cent (0,5%) du taux basé sur le temps pour tout le personnel de l'entrepreneur chargé de fournir les Services ou Produits Livrables pertinents, jusqu'à l'exécution des Services conformes ou la livraison de Produits Livrables conformes, jusqu'à un maximum de 10% (10%) de la valeur du Contrat de Services correspondant. Le paiement ou la déduction de tels dommages-intérêts ne dégagera pas l'entrepreneur de ses autres obligations ou responsabilités en vertu du présent LTA et du Contrat de Services correspondant.”

PARTIE V – REPRÉSENTATIONS DES SOUMISSIONNAIRES

1. PRIX – CLIENT LE PLUS FAVORISE

- 1.1 Le Soumissionnaire confirme que les frais, tarifs et charges, ainsi que les conditions de tarification connexes, en ce qui concerne les services spécifiés dans la Proposition, sont les conditions de tarification les plus avantageuses offertes à tout client du Soumissionnaire (ou de l'un des membres de son groupe).
- 1.2 Si, à tout moment pendant la durée de la LTA-S résultant de la Proposition, tout autre client du Soumissionnaire (ou de l'une des sociétés affiliées du Proposant) obtient des conditions tarifaires plus favorables que celles fournies à l'UNICEF, le Soumissionnaire ajustera rétroactivement les frais, taux et charges et les conditions de tarification connexes en vertu de la LTA-S pour se conformer aux conditions les plus favorables et le Soumissionnaire paiera rapidement à l'UNICEF tous les montants dus à l'UNICEF en tant que résultat de cet ajustement rétroactif des frais.

2. REPRÉSENTATIONS GÉNÉRALES

En présentant sa soumission en réponse au présent Document de Sollicitation, le Soumissionnaire confirme à l'UNICEF qu'à la Date Limite de Soumission :

- 2.1 Le soumissionnaire a (a) le plein pouvoir de soumettre la Proposition et de souscrire à la LTA résultante et aux contrats liés, et (b) tous les droits, licences, autorisations et ressources nécessaires, le cas échéant, pour fournir les services et s'acquitter de ses autres obligations en vertu des Contrats LTA et des Contrats liés résultants. Le Soumissionnaire n'a pas et ne conclura aucun accord ni arrangement restreignant ou restreignant le droit de toute personne d'utiliser, de vendre, de disposer ou de traiter de quelque manière que ce soit avec un service, un livrable ou un résultat pouvant être acquis dans le cadre d'un contrat subséquent avec les dispositions de la LTA.
- 2.2 Toutes les informations fournies à l'UNICEF concernant les services et le soumissionnaire sont véridiques, correctes, exactes et non trompeuses.
- 2.3 Le soumissionnaire est solvable sur le plan financier et peut fournir les services à l'UNICEF conformément aux exigences décrites dans le présent Document de Sollicitation.
- 2.4 L'utilisation ou la fourniture des services n'enfreint aucun brevet, dessin, nom commercial ou marque de commerce.
- 2.5 Le développement et la fourniture des services ont été conformes, sont conformes et respecteront toutes les lois, règles et réglementations applicables.

- 2.6 Le soumissionnaire honorera ses engagements avec le plus grand respect des intérêts de l'UNICEF et s'abstiendra de toute action qui pourrait nuire à l'UNICEF ou aux Nations Unies.
- 2.7 Il dispose du personnel, de l'expérience, des qualifications, des installations, des ressources financières ainsi que de toutes les autres compétences et ressources nécessaires pour s'acquitter de ses obligations en vertu des contrats LTA et des contrats qui en découlent.
- 2.8 Le soumissionnaire accepte d'être lié par les décisions de l'UNICEF, y compris, mais sans s'y limiter, les décisions indiquant si sa proposition est conforme aux exigences et aux instructions énoncées dans la présente Sollicitation et aux résultats du processus d'évaluation.

PARTIE VI – ETHIQUE – AUDIT - PAES

1. NORMES D'ÉTHIQUE

L'UNICEF exige que tous les Soumissionnaires observent les normes éthiques les plus strictes tout au long du processus de demande de soumissions, ainsi que la durée de toute attribution de LTA pouvant être attribuée à la suite de cette procédure de sollicitation. L'UNICEF encourage également activement l'adoption par ses fournisseurs de politiques énergiques pour la protection et la protection des enfants ainsi que pour la prévention et l'interdiction de l'exploitation et des abus sexuels.

En présentant sa soumission en réponse au présent Document de Sollicitation, le Soumissionnaire présente les déclarations et garanties suivantes à l'UNICEF à la Date Limite de Soumission :

- 1.1 En ce qui concerne tous les aspects du processus de sollicitation, le soumissionnaire a divulgué à l'UNICEF toute situation pouvant constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou pouvant raisonnablement être perçue comme un conflit d'intérêts. En particulier, le soumissionnaire a divulgué à l'UNICEF si lui-même ou l'un de ses affiliés est engagé ou a déjà été engagé par l'UNICEF pour fournir des services de préparation de la conception, des spécifications, de l'analyse / du coût des coûts et autres documents à fournir utilisé pour l'achat des services demandés dans le cadre du présent Document de Sollicitation; ou si lui-même ou l'un de ses affiliés a été impliqué dans la préparation et / ou la conception du programme / projet lié aux services demandés dans le cadre du présent Document de Sollicitation.
- 1.2 Le Soumissionnaire n'a ni obtenu ni tenté indûment d'obtenir des informations confidentielles en relation avec le processus de sollicitation, ni avec les commandes LTA et les contrats liés pouvant être attribués à la suite de ce Processus de Sollicitation.
- 1.3 Aucun responsable de l'UNICEF ou d'un organisme du système des Nations Unies n'a reçu de la part du Soumissionnaire ou en son nom, ou ne lui sera offert, aucun avantage direct ou indirect lié au présent Document de Sollicitation, y compris l'attribution du LTA et des Commande (s) liée (s) au Soumissionnaire. Cet avantage direct ou indirect inclut, sans toutefois s'y limiter, les cadeaux, faveurs ou invitations.
- 1.4 Les exigences suivantes à l'égard des anciens fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et seront respectées :

- (a) Au cours de la période d'un (1) an qui suit la séparation d'un responsable de l'UNICEF, le Soumissionnaire ne peut faire une offre d'emploi directe ou indirecte à cet ancien responsable de l'UNICEF si cet ancien responsable de l'UNICEF était, au cours des trois années précédant la séparation de l'UNICEF, impliqué dans tout aspect du processus d'approvisionnement de l'UNICEF auquel le Soumissionnaire a participé.
 - (b) Au cours des deux (2) années suivant la séparation d'un responsable de l'UNICEF, cet ancien responsable ne peut plus, directement ou indirectement, au nom du Soumissionnaire, communiquer avec l'UNICEF ou se présenter à l'UNICEF au sujet de questions relevant de la compétence de cet ancien responsable pendant qu'il était à l'UNICEF.
- 1.5 Ni le Soumissionnaire ni aucun membre de son groupe, ni son personnel ou ses administrateurs, ne font l'objet de sanctions ou de suspensions temporaires imposées par un organisme du système des Nations Unies ou un autre organisme intergouvernemental international. Le Soumissionnaire révélera immédiatement à l'UNICEF si lui-même, l'un de ses filiales, son personnel ou ses administrateurs, fait l'objet d'une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée de validité de la LTA. Si le Soumissionnaire ou l'un des membres de son groupe, son personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du contrat LTA, l'UNICEF sera en droit de suspendre le contrat LTA et les Contrats liés pendant une période pouvant aller jusqu'à trente (30) jours ou résilier le ou les Contrats LTA liés, à son choix, avec effet immédiat dès la remise d'un avis écrit de suspension ou de résiliation, selon le cas, au Soumissionnaire. Si l'UNICEF choisit de suspendre le ou les Contrat(s) LTA et couplés, il aura le droit de résilier le LTA et les Contrats liés à la fin de la suspension de trente (30) jours, au choix de l'UNICEF uniquement.
- 1.6 Le Soumissionnaire doit: a) respecter les normes d'éthique les plus élevées; b) fait tout ce qui est en son pouvoir pour protéger l'UNICEF contre la fraude, dans le processus de sollicitation et dans l'exécution des LTA et Contrats associés ainsi générés; et c) se conformer aux dispositions applicables de la politique de l'UNICEF concernant l'interdiction et la lutte contre la fraude et la corruption, accessible sur le site Web de l'UNICEF à l'adresse http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html. En particulier, le Soumissionnaire ne s'engagera pas et veillera à ce que son personnel, ses mandataires et ses sous-traitants ne se livrent à aucun comportement corrompu, frauduleux, coercitif, collusif ou gênant, tels que définis dans la politique de l'UNICEF sur l'interdiction et la lutte contre la fraude et la corruption.
- 1.7 Le Soumissionnaire se conformera à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements relatifs à sa participation à la présente sollicitation et au code de conduite des fournisseurs de l'ONU (disponible sur le site Web du Marché Mondial des Nations Unies - www.ungm.org).
- 1.8 Ni le Soumissionnaire ni aucun de ses affiliés ne peuvent exercer, directement ou indirectement: a) une pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux Droits de l'Enfant, y compris l'article 32, ou dans la Convention de l'Organisation Internationale du Travail concernant l'interdiction des Pires Formes de Travail des Enfants et Action Immédiate en vue de leur Elimination, no 182 (1999); ou b) dans la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.

- 1.9 Le Soumissionnaire a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour empêcher l'exploitation sexuelle ou la maltraitance de toute personne par son personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par lui pour fournir des services dans la participation du Soumissionnaire à la présente demande de soumissions. A ces fins, les activités sexuelles avec toute personne de moins de dix-huit ans, quelles que soient les lois relatives au consentement, constitueront l'exploitation et les abus sexuels de cette personne. Le Soumissionnaire a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour interdire à son personnel, y compris ses employés ou toute autre personne engagée par lui, d'échanger de l'argent, des biens, des services ou d'autres objets de valeur contre des activités ou des faveurs sexuelles, ou de se livrer à des activités sexuelles qui exploitent ou dégradent toute personne.
- 1.10 Le Soumissionnaire confirme avoir pris connaissance de la Politique de l'UNICEF sur la conduite visant à promouvoir la Protection et la Sauvegarde des Enfants. Le Soumissionnaire veillera à ce que son personnel comprenne les exigences de notification attendues d'eux et établisse et maintienne des mesures appropriées pour promouvoir le respect de ces exigences. Le Soumissionnaire continuera à coopérer avec l'UNICEF dans la mise en œuvre de cette politique.
- 1.11 Le Soumissionnaire informera l'UNICEF dès qu'il aura connaissance d'un incident ou d'un rapport incompatible avec les engagements et les confirmations fournis dans le présent article 3.
- 1.12 Chacune des dispositions de l'article 3 de la présente partie V constitue une condition essentielle de la participation à ce processus de sollicitation. En cas de violation de l'une de ces dispositions, l'UNICEF est habilité à exclure le Soumissionnaire de ce processus de sollicitation et / ou de tout autre processus de sollicitation et à résilier tout LTA et tout Contrat lié éventuellement attribué à la suite de ce processus de sollicitation, immédiatement après notification au Soumissionnaire, sans aucune responsabilité pour les frais de résiliation ni aucune responsabilité de quelque nature que ce soit. En outre, le Soumissionnaire peut être empêché de faire affaire à l'avenir avec l'UNICEF et toute autre entité du système des Nations Unies.

2. AUDIT

- 2.1 L'UNICEF peut occasionnellement mener des audits ou des enquêtes sur tous les aspects d'un bon de commande LTA et / ou d'un bon de commande associé passé avec le présent Document de Sollicitation, y compris, mais sans s'y limiter, l'attribution du LTA et / ou Contrat liée et la conformité du Soumissionnaire aux dispositions de l'article 3 ci-dessus. Le Soumissionnaire collaborera pleinement et dans les délais voulus avec ces audits ou enquêtes, notamment en mettant à disposition son personnel, ainsi que toutes les données et tous les documents pertinents, aux fins de tels audits ou enquêtes, à des moments et à des conditions raisonnables et en accordant à l'UNICEF et à ceux qui entreprennent de telles vérifications ou enquêtes l'accès aux locaux du Soumissionnaire à des heures et à des conditions raisonnables pour la mise à disposition de son personnel et des données et documents pertinents. Le Soumissionnaire exigera de ses sous-traitants et de ses agents qu'ils coopèrent raisonnablement à tous audits ou enquêtes menés par l'UNICEF.

3. Protection Contre l'Exploitation et les Abus Sexuels

Le soumissionnaire déclare et garantit qu'il a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour prévenir l'exploitation ou les abus sexuels par son personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par son entreprise pour fournir des biens et/ou services au titre du bon de commande ou contrat qui lui sera attribué par UNICEF.

À ces fins, l'activité sexuelle avec toute personne âgée de moins de 18 ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera l'exploitation et l'abus sexuels de cette personne.

En outre, le soumissionnaire déclare et garantit qu'il a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour interdire à son personnel ou à toute personne engagée par son entreprise d'échanger de l'argent, des biens, des services ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles, ou de se livrer à des activités sexuelles qui exploitent ou dégradent toute personne.

Cette disposition constitue une condition essentielle pour l'exécution d'un bon de commande ou contrat avec l'UNICEF qui serait issu du présent processus de sélection et toute violation de cette déclaration et garantie autorisera l'UNICEF à résilier immédiatement le bon de commande ou contrat, après notification au fournisseur/prestataire, sans aucune responsabilité pour les frais de résiliation ou toute autre responsabilité de quelque nature que ce soit.

ANNEXE A
FORMULAIRE DE SOUMISSION

CETTE PAGE/FORMULAIRE DE SOUMISSION doit être remplie, signée et retournée à l'UNICEF. L'offre sera préparée conformément aux instructions contenues dans la présente consultation.

TERMES ET CONDITIONS DE CONTRAT

Tout contrat ou bon de commande découlant de la présente consultation sera soumis aux conditions générales de l'UNICEF et aux conditions spécifiques de la consultation.

INFORMATION

Toute demande d'information complémentaire sera adressée par courrier électronique à l'adresse ivcprocurement@unicef.org avec copie à isy@unicef.org en faisant référence à la consultation ouverte **RFP N° IVC-SUP-2023-018/IS/ey** : Sélection d'entreprises pour la mise en place d'un Accord a Long Terme pour les services d'impression.

Les soumissionnaires ayant pris connaissance des termes et conditions de l'avis de consultation **RFP N° IVC-SUP-2023-018/IS/ey**, s'engagent sans réserve, conformément aux clauses et conditions des documents ci-joints, à fournir les services demandés aux conditions qui y sont définies.

Signature: _____

Date: _____

Nom et Titre: _____

Société: _____

Adresse Postale: _____

N° Tel/Gsm: _____

E-mail: _____

Validité de l'offre: _____

Monnaie de l'offre: _____

Remise consentie: _____

Délai de livraison offert: _____

Veuillez indiquer les conditions commerciales que vous accordez sur votre offre.

ANNEXE B CONDITIONS GÉNÉRALES DES CONTRATS (SERVICES) DE L'UNICEF

1. DEFINITIONS ET SITE WEB DE LA DIVISION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'UNICEF

1.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes conditions générales (services) :

a) « Code de désactivation » Tout virus, trappe, minuterie ou autre routine limite, instruction ou conception, ou tout autre code malveillant, illicite ou similaire non requis susceptible de provoquer (de façon volontaire ou involontaire) la perturbation, la désactivation, l'endommagement ou le contournement des contrôles de sécurité, ou d'entraver d'une manière ou d'une autre l'exploitation ou l'exécution normale de i) tout logiciel ou service, ou ii) de tout système ou réseau d'information de l'UNICEF.

b) « Contrat » Le contrat de services dont font partie les présentes conditions générales (services). Sont compris les contrats de services conclus par l'UNICEF, que ce soit ou non dans le cadre d'un accord à long terme ou contrat similaire.

c) « Données de l'UNICEF » Toutes les informations ou données, à caractère numérique ou traitées ou détenues sous cette forme qui a) sont fournies au Fournisseur par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux, ou pour leur compte, conformément au Contrat ou à travers l'utilisation par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux des Services ou en relation avec les Services, ou b) qui sont recueillies par le Fournisseur dans le cadre de l'exécution du Contrat.

d) « Fournisseur » Le fournisseur nommé dans le Contrat.

e) « Gouvernement hôte » Tout gouvernement avec lequel l'UNICEF a mis sur pied un programme de coopération au développement ; est visé le gouvernement de tout pays dans lequel l'UNICEF fournit une aide humanitaire.

f) « Honoraires » S'entend au sens du paragraphe 3.1.

g) « Incident de sécurité » S'agissant de tout système d'information, service ou réseau utilisé dans la fourniture des Services ou des Prestations attendues, un ou plusieurs événements a) qui indiquent que la sécurité du système d'information, service ou réseau aurait été violée ou compromise et b) qu'une telle violation ou compromission pourrait fort probablement nuire à la sécurité des Informations confidentielles de l'UNICEF, en affaiblir ou entraver les opérations. Un Incident de sécurité comprend tout accès non autorisé aux Données de l'UNICEF, leur divulgation, utilisation ou acquisition, réel(le) ou raisonnablement présumé(e) ou la menace de tels actes, qui compromet leur sécurité, confidentialité ou intégrité ou la capacité de l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux d'y accéder.

h) « Informations confidentielles » Les informations ou données qui sont désignées comme telles au moment où elles sont échangées entre les Parties ou qui sont rapidement reconnues comme telles par écrit lorsqu'elles sont fournies sous forme immatérielle ou communiquées oralement ; sont comprises les informations dont la nature confidentielle ou exclusive ressort clairement de leur nature, de leur qualité ou de leurs caractéristiques intrinsèques.

i) « Parties » Le Fournisseur et l'UNICEF collectivement ; la forme singulière désignant l'un ou l'autre individuellement.

j) « Personnel » S'agissant du Fournisseur, ses responsables, employés, agents, sous-traitants individuels et autres représentants.

k) « Personnel essentiel » S’agissant du Fournisseur : i) les membres du Personnel désignés dans l’offre en tant que personnes clefs (au minimum, les partenaires, les gestionnaires, les auditeurs hors classe) appelés à participer à l’exécution du Contrat; ii) les membres du Personnel dont les curriculum vitae figurent dans la réponse à l’appel d’offres; iii) les personnes désignées comme membres du Personnel essentiel d’un commun accord entre le Fournisseur et l’UNICEF au cours de négociations.

l) « Prestations attendues » Le produit du travail et autres résultats que le Fournisseur doit fournir dans le cadre des Services, conformément aux dispositions applicables du Contrat.

m) « Services » Les services désignés dans les dispositions à cet effet du Contrat.

n) « Site Web de la Division des approvisionnements de l’UNICEF » Le site Web de l’UNICEF accessible au public à l’adresse : http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html compte tenu de ses mises à jour successives.

o) « Société affiliée » En ce qui concerne le Fournisseur, toute personne morale qui lui est affiliée ou associée, y compris toute société mère, filiale et autre entité dans laquelle il détient une participation importante.

p) « Utilisateur final » Lorsque les Services ou les Prestations attendues nécessitent l’utilisation de tout système d’information, tous les employés, consultants et autres membres du personnel de l’UNICEF et tous les autres utilisateurs externes collaborant avec celui-ci et qui sont autorisés, au cas par cas, par l’UNICEF à accéder aux Services et aux Prestations attendues et à les utiliser.

1.2 Les présentes conditions générales (services), le règlement de l’UNICEF en matière d’interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption, le règlement de l’UNICEF concernant la protection des enfants, le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et la Politique de l’UNICEF en matière de divulgation de l’information mentionnés dans le Contrat, de même que les autres politiques applicables au Fournisseur, sont consultables publiquement sur le Site Web de la Division des approvisionnements de l’UNICEF. Le Fournisseur déclare avoir pris connaissance de toutes ces politiques et de tous ces règlements à la date d’entrée en vigueur du Contrat.

2. FOURNITURE DES SERVICES ET DES PRESTATIONS ATTENDUES ; PERSONNEL DU FOURNISSEUR ; SOUS-TRAITANTS

Fourniture des Services et Prestations attendues

2.1 Le Fournisseur fournit les Services et les Prestations attendues conformément à l’objet du marché prévu dans le Contrat, y compris dans le respect des délais et à la satisfaction de l’UNICEF. Sauf disposition expresse du Contrat, il s’engage à fournir, à ses frais exclusifs, tout le personnel, l’équipement, le matériel et les fournitures nécessaires et à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution totale des Services et des Prestations attendues conformément aux dispositions du Contrat.

2.2 Le Fournisseur admet que, sauf stipulation expresse du Contrat, l’UNICEF n’a aucune obligation de lui fournir une quelconque assistance et ne garantit en aucun cas la disponibilité d’installations, d’équipement, de matériel, de systèmes ou de licences qui pourraient lui être utiles dans l’exécution de ses obligations découlant du Contrat. Si l’UNICEF lui accorde l’accès et l’utilisation de ses locaux, installations ou systèmes (sur site ou à distance) pour l’exécution du Contrat, le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour que son Personnel ou ses sous-traitants, en tout temps : a) utilisent cet accès exclusivement dans le but spécifique pour lequel il a été accordé; b) respectent les règles, instructions et consignes de sécurité de l’UNICEF régissant l’accès et l’utilisation, y compris les politiques de sécurité de

l'information de l'UNICEF. Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour que seuls les membres de son Personnel autorisés par lui et approuvés par l'UNICEF aient accès aux locaux, installations ou systèmes de celui-ci.

2.3 Le Fournisseur fait tout en son pouvoir pour répondre aux éventuelles demandes raisonnables de modification de l'objet du marché de Services ou des délais de fourniture des Services ou des Prestations attendues. En cas de demande de modification importante touchant l'objet du marché ou le délai de livraison, l'UNICEF négocie avec le Fournisseur toute modification au Contrat jugée nécessaire, notamment quant aux Honoraires et aux modalités de temps. Les modifications ainsi convenues ne prennent effet qu'une fois qu'elles ont été constatées sous la forme d'un avenant écrit signé par l'UNICEF et le Fournisseur. Si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur ces modifications dans un délai de trente (30) jours, il est loisible à l'UNICEF de résilier le Contrat sans pénalité, nonobstant toute autre disposition de celui-ci.

2.4 Le Fournisseur ne demande ni n'accepte d'instructions que de l'UNICEF (ou d'entités autorisées par ce dernier à lui donner des instructions) relativement à la fourniture des Services ou à la conception et à la fourniture des Prestations attendues.

2.5 L'UNICEF conserve la propriété de tout matériel et toutes fournitures qu'il met à la disposition du Fournisseur. À l'expiration du Contrat ou lorsqu'il n'a plus besoin de ce matériel ou de ces fournitures, le Fournisseur les restitue à l'UNICEF dans l'état où ils lui ont été remis, sauf usure normale. Le Fournisseur indemnise l'UNICEF de toute perte, détérioration ou dégradation du matériel ou des fournitures autre que celle résultant de l'usure normale. Services non conformes et conséquences des retards

2.6 S'il estime ne pas être en mesure de fournir les Services ou les Prestations attendues à la date prévue au Contrat, le Fournisseur : i) consulte immédiatement l'UNICEF en vue de convenir des moyens permettant la fourniture la plus rapide des Services et des Prestations attendues; ii) prend les mesures nécessaires pour accélérer la fourniture des Services et des Prestations attendues, à ses frais exclusifs (sauf si le retard résulte d'un cas de force majeure au sens du paragraphe 6.8 ci-dessous), sur demande raisonnable de l'UNICEF.

2.7 Le Fournisseur reconnaît que l'UNICEF peut contrôler ses prestations au titre du Contrat et peut en tout temps évaluer la qualité des Services et des Prestations en vue d'en déterminer la conformité avec les dispositions du Contrat. Le Fournisseur s'engage à coopérer pleinement aux mesures de contrôle et d'évaluation de ses prestations, sans frais ou dépenses supplémentaires pour l'UNICEF, et à fournir toutes informations utiles en réponse aux demandes raisonnables de l'UNICEF, y compris la date de réception du Contrat, l'état d'avancement détaillé, les frais à facturer et les paiements effectués par l'UNICEF ou en suspens. Le Fournisseur n'est pas déchargé de ses obligations contractuelles de garantie et autres, qu'une évaluation des Services ou Prestations attendues soit ou non effectuée.

2.8 En cas de non-conformité aux exigences du Contrat ou de fourniture tardive ou partielle des Services ou Prestations, l'UNICEF peut, sans préjudice de toute autre voie de droit, à son choix :

a) Exiger, par notification écrite, que le Fournisseur remédie, à ses propres frais, à l'inadéquation de ses prestations, y compris tout défaut dans les Prestations attendues, à sa satisfaction dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de la notification (ou dans un délai plus court qu'il se réserve le droit de déterminer dans sa notification) ;

b) Exiger du Fournisseur le remboursement de tous les paiements (le cas échéant) effectués par lui et correspondant aux prestations non conformes ou incomplètes ;

c) Se procurer tout ou partie des Services et des Prestations attendues auprès d'autres sources, et exiger du Fournisseur qu'il lui rembourse tout coût supplémentaire supérieur au solde des Honoraires dus pour ces Services et Prestations ;

d) Notifier par écrit son intention de résilier le Contrat pour manquement, conformément au paragraphe 6.1 ci-dessous, si le Fournisseur ne remédie pas au manquement durant la période de mise en demeure prévue au paragraphe précité ou si le manquement ne peut pas être corrigé ;

e) Exiger du Fournisseur le paiement de dommages-intérêts libératoires dans les formes prévues par le Contrat.

2.9 Conformément aux dispositions du paragraphe 11.5 ci-dessous, le Fournisseur reconnaît expressément que l'acceptation par l'UNICEF des Services ou Prestations qui lui ont été fournis en retard ou qui ne sont pas entièrement conformes aux exigences du Contrat n'emporte en aucun cas de sa part renonciation aux droits découlant de la fourniture de prestations tardives ou non conformes.

Personnel et sous-traitants du Fournisseur

2.10 Les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard du Personnel du Fournisseur :

a) Les dispositions de l'article 7 (Normes déontologiques) s'appliquent au Personnel du Fournisseur, comme il y est indiqué expressément.

b) Le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier les travaux prévus au Contrat à des professionnels qualifiés, fiables et compétents qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de conduite morale et éthique.

c) Les qualifications du Personnel que le Fournisseur pourrait désigner ou proposer pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat sont essentiellement identiques ou supérieures à celles du personnel initialement proposé.

d) À tout moment pendant la durée du Contrat, l'UNICEF peut demander par écrit au Fournisseur de remplacer un ou plusieurs des membres du Personnel affectés. L'UNICEF n'est pas tenu d'expliquer ou de motiver une telle demande. Dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande de remplacement, le Fournisseur remplace le Personnel en question par un Personnel acceptable pour l'UNICEF. Cette disposition s'applique également au Personnel du Fournisseur qui exerce des fonctions du type « gestionnaire de comptes » ou « directeur de clientèle ».

e) Si, pour quelque raison que ce soit, un ou plusieurs membres du Personnel essentiel du Fournisseur sont empêchés de travailler dans le cadre du Contrat, le Fournisseur : i) adresse à l'autorité adjudicatrice de l'UNICEF un préavis d'au moins quatorze (14) jours ; ii) obtient l'approbation de l'autorité adjudicatrice avant de remplacer tout membre du Personnel essentiel. Le Fournisseur joint au préavis adressé à l'autorité adjudicatrice un exposé des circonstances justifiant tout remplacement proposé, motive le choix du Personnel de remplacement et en fournit les qualifications suffisamment en détail pour permettre l'évaluation de l'impact sur la mission.

f) L'approbation par l'UNICEF de tout membre du Personnel affecté par le Fournisseur (y compris le Personnel de remplacement) ne dégage en aucun cas ce dernier de ses obligations au titre du Contrat. Les membres du Personnel du Fournisseur, y compris ceux de ses différents sous-traitants, ne peuvent en aucun cas être assimilés à des fonctionnaires ou à des agents de l'UNICEF.

g) Toutes les dépenses liées au retrait ou au remplacement d'un ou plusieurs membres du Personnel du Fournisseur sont, dans tous les cas, à la charge exclusive de celui-ci.

2.11 Le Fournisseur obtient par écrit l'approbation et l'autorisation préalables de l'UNICEF pour tous les sous-traitants institutionnels dont il souhaite s'attacher les services dans le cadre du Contrat. L'approbation d'un sous-traitant par l'UNICEF ne dégage pas le Fournisseur de ses obligations découlant du Contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance sont subordonnées à celles du Contrat et interprétées à tous égards en conformité avec celles-ci.

2.12 Le Fournisseur confirme avoir lu le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants. Il s'engage à faire en sorte que son Personnel comprenne les exigences de notification applicables, ainsi qu'à établir et à appliquer les mesures voulues pour veiller au respect de ces exigences. En outre, il coopère avec l'UNICEF à la mise en œuvre de ce règlement.

2.13 Le Fournisseur assume l'entière responsabilité de tous les Services fournis par les membres de son Personnel et ses sous-traitants et de leur conformité avec les stipulations et conditions du Contrat.

2.14 Le Fournisseur respecte toutes les normes internationales et les lois, règles et règlements nationaux en vigueur en matière de travail relatifs à l'emploi de personnel national et international dans le cadre des Services, y compris les lois, règles et règlements relatifs au paiement des parts de l'employeur de l'impôt sur le revenu, de l'assurance, de la sécurité sociale, de l'assurance maladie, de l'indemnisation des accidents du travail, de la caisse de retraite, des indemnités de départ ou d'autres paiements similaires. Sans préjudice de la portée des dispositions du présent article ou de l'article 4, le Fournisseur assume l'entière responsabilité, à la décharge de l'UNICEF : a) de tous les paiements dus à son Personnel et à ses sous-traitants pour leurs services dans le cadre de l'exécution du Contrat ; b) de toute action, omission, négligence ou faute de sa part ou de celle de son Personnel ou de ses sous-traitants; c) de toute couverture d'assurance pouvant être nécessaire ou souhaitable pour l'exécution du Contrat; d) de la sécurité de son Personnel et de celui de ses sous-traitants; e) des frais, dépenses ou réclamations associés à toute maladie, blessure, décès ou invalidité de membres de son Personnel ou de celui de ses sous-traitants, l'UNICEF n'assumant aucune responsabilité à l'égard des situations visées au présent paragraphe.

3. HONORAIRES ; FACTURATION ; EXONERATION FISCALE ; MODALITES DE PAIEMENT

3.1 Les honoraires pour les Services correspondent au montant dans la devise précisée dans la clause à cet effet du Contrat (« Honoraires ») ; sauf stipulation expresse de celle-ci à l'effet contraire, ce montant est libellé en dollars des États-Unis. Sauf stipulation expresse contraire du Contrat, les Honoraires comprennent tous les frais, dépenses, droits ou charges que le Fournisseur peut devoir acquitter dans le cadre de l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ; sans préjudice ni limitation des dispositions du paragraphe 3.3 ci-dessous, tous les droits et autres impôts perçus par quelque autorité ou entité doivent toutefois être indiqués séparément. Il reste entendu et convenu que le Fournisseur s'interdit de demander la révision des Honoraires après la fourniture des Services ou des Prestations attendues et que les Honoraires ne peuvent être modifiés que par accord écrit conclu entre les Parties préalablement à la fourniture des Services ou des Prestations attendues. L'UNICEF n'accepte pas de revoir les Honoraires sur la base de modifications ou d'interprétations de l'objet du marché dont l'initiative vient du Fournisseur. L'UNICEF n'est pas tenu de payer pour une tâche accomplie ou un matériel fourni par le Fournisseur qui ne relève pas de l'objet du marché ou qui n'a pas été préalablement autorisé par l'UNICEF.

3.2 Le Fournisseur ne présente de facture à l'UNICEF qu'après avoir fourni les Services (ou des composantes des Services) et les Prestations attendues (ou des éléments des Prestations attendues) conformément au Contrat et à la satisfaction de l'UNICEF. Il remet : a) une (1) facture pour le paiement recherché, dans la devise prévue au Contrat et en anglais, avec mention du numéro de référence figurant sur la page de couverture du Contrat; b) une description claire et spécifique des Services et des Prestations

fournis, ainsi que les pièces justificatives pour les dépenses à rembourser, le cas échéant, suffisamment détaillées pour permettre à l'UNICEF de vérifier les montants portés sur la facture.

3.3 Le Fournisseur autorise l'UNICEF à déduire de ses factures toute somme correspondant aux impôts directs (à l'exclusion des charges liées aux services publics), aux droits de douane et aux autres charges similaires à l'égard des articles importés ou exportés pour l'usage de l'UNICEF, conformément à l'exonération prévue à la section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946. En cas de refus par les autorités nationales d'appliquer cette exonération, le Fournisseur consulte immédiatement l'UNICEF en vue d'arrêter une façon de procéder acceptable pour les deux Parties. Il apporte sa pleine coopération à l'UNICEF pour l'aider à obtenir l'exonération ou le remboursement des impôts sur la valeur ajoutée et autres impôts similaires.

3.4 L'UNICEF informe le Fournisseur de toute contestation ou incohérence dans le contenu ou la forme de toute facture. Lorsque la contestation ne porte que sur une partie de la facture, l'UNICEF verse au Fournisseur le montant de la partie non contestée conformément au paragraphe 3.5 ci-dessous. L'UNICEF et le Fournisseur se concertent de bonne foi pour résoudre rapidement toute contestation relative à une facture. Une fois la contestation résolue, les montants dont la facturation n'était pas conforme au Contrat sont déduits des factures où ils figurent et l'UNICEF paie les éléments restants conformément au paragraphe 3.5 dans un délai de trente (30) jours à compter de la résolution définitive de la contestation.

3.5 L'UNICEF règle le montant non contesté de la facture du Fournisseur dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de celle-ci et des pièces justificatives requises, conformément au paragraphe 3.2 ci-dessus. Le montant payé tient compte de toute remise figurant dans les conditions de paiement prévues au Contrat. Le Fournisseur n'a droit à aucun intérêt en cas de paiement tardif ou sur quelque somme due au titre du Contrat, et aucun intérêt ne court sur les sommes retenues par l'UNICEF en cas de contestation. Le paiement ne dégage pas le Fournisseur des obligations que lui impose le Contrat et n'emporte ni acceptation par l'UNICEF des prestations du Fournisseur ni renonciation de sa part aux droits y afférents.

3.6 Sur chaque facture, le Fournisseur fait porter les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF lors de son enregistrement. Tous les paiements dus au Fournisseur au titre du Contrat sont effectués par virement électronique sur son compte bancaire. Il incombe au Fournisseur de s'assurer que les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF sont à jour et exactes et de communiquer tout changement par écrit à celui-ci, accompagné de pièces justificatives considérées satisfaisantes par lui.

3.7 Le Fournisseur reconnaît et accepte que l'UNICEF est en droit de retenir le paiement de toute facture s'il estime que ses prestations ne sont pas conformes aux conditions du Contrat ou que les pièces justificatives fournies à l'appui de la facture sont insuffisantes.

3.8 L'UNICEF est en droit de déduire de toute somme due et exigible au titre du Contrat toute créance, dette ou autre réclamation (y compris tout trop-perçu) que le Fournisseur lui doit au titre du Contrat ou de tout autre contrat ou accord conclu entre les Parties. L'UNICEF n'est pas tenu de donner préavis au Fournisseur avant d'exercer ce droit de compensation (le Fournisseur renonçant à un tel préavis). L'UNICEF notifie dans les plus brefs délais au Fournisseur son intention d'exercer ce droit et lui en explique les motifs, l'absence de notification étant toutefois sans effet sur la validité de la compensation.

3.9 Chacune des factures réglées par l'UNICEF peut faire l'objet d'un audit de la part des auditeurs externes et internes de l'UNICEF ou d'autres agents agréés de l'UNICEF, en tout temps pendant la durée du Contrat et la période de trois (3) ans qui suit son expiration. L'UNICEF a droit au remboursement par le Fournisseur des sommes dont le paiement a, à l'issue de tels audits, été jugé non conforme au Contrat, indépendamment des raisons pour lesquelles ces paiements ont été faits (y compris les actions ou omissions des fonctionnaires et autres membres du personnel de l'UNICEF).

4. DECLARATIONS ET GARANTIES ; INDEMNISATION ; ASSURANCE

Déclarations et garanties

4.1 Le Fournisseur déclare et garantit que, à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée : a) il a toute la capacité et tous les pouvoirs nécessaires pour y être partie et s'acquitter des obligations qui en découlent et que le Contrat est licite, valide et contraignant, et lui est opposable dans les conditions qui y sont stipulées; b) toutes les informations qu'il a précédemment fournies ou qu'il fournit à l'UNICEF pendant la durée du Contrat, qu'elles le concernent ou qu'elles concernent les Services et les Prestations attendues sont exactes, correctes, précises et véridiques; c) il est solvable et en mesure de fournir les Services à l'UNICEF conformément aux conditions du Contrat; d) il détient et s'engage à conserver, tout au long de la durée du Contrat, tous les droits, permis, licences, pouvoirs et ressources nécessaires, selon le cas, pour fournir les Services et les Prestations attendues à la satisfaction de l'UNICEF et pour s'acquitter de ses obligations découlant du Contrat; e) le travail réalisé est et sera propre au Fournisseur et ne porte atteinte à aucun droit d'auteur, marque déposée, brevet ou autre droit de propriété de tiers; f) sauf stipulation expresse du Contrat, il n'a conclu et s'engage à ne conclure aucun accord ou arrangement susceptible de restreindre ou de limiter le droit de quiconque d'utiliser, de vendre ou de céder les Prestations attendues ou autres travaux résultant des Services ou d'en disposer autrement. Le Fournisseur s'engage à remplir ses engagements dans le respect des intérêts de l'UNICEF et à s'abstenir de toute action pouvant porter préjudice à celui-ci ou à l'Organisation des Nations Unies.

4.2 Le Fournisseur déclare et garantit qu'à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée, lui et son Personnel et ses sous-traitants exécuteront le Contrat et fourniront les Services et les Prestations attendues a) de manière professionnelle et selon les règles de l'art; b) avec la diligence raisonnable et les compétences et conformément aux normes professionnelles les plus élevées attendues de professionnels offrant les mêmes services ou des services substantiellement similaires dans un secteur d'activité similaire; c) avec une priorité é gale à celle accordée aux mêmes services ou à des services similaires pour d'autres clients du Fournisseur; d) conformément à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements relatifs à l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat et à la fourniture des Services et des Prestations attendues.

4.3 Les déclarations et les garanties prévues aux paragraphes 4.1 et 4.2 sont stipulées au profit : a) de chaque entité (le cas échéant) apportant une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues ; b) de chaque gouvernement ou autre entité (le cas échéant) qui bénéficie directement des Services et des Prestations attendues.

Indemnisation

4.4 Le Fournisseur s'engage à indemniser, à garantir, à exonérer et à défendre, à ses frais, l'UNICEF et ses responsables, fonctionnaires, consultants et agents, ainsi que toute entité qui apporte une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues et chaque gouvernement ou autre entité qui bénéficie directement des Services et des Prestations attendues, à l'égard de toute poursuite, réclamation, revendication, perte ou action en responsabilité de toute nature, y compris les frais et dépens afférents, de la part de tiers et découlant d'actes ou d'omissions imputables à lui-même, à son Personnel ou à ses sous-traitants dans l'exécution du Contrat. Sont notamment visées : a) toute réclamation ou action en responsabilité en matière d'indemnisation des accidents du travail; b) la responsabilité du fait des produits; c) toute action ou réclamation liée à la contrefaçon présumée d'un droit d'auteur ou d'autres droits ou licences de propriété intellectuelle, brevets, dessins, noms commerciaux ou marques de commerce se rapportant aux Prestations attendues, ou à toute autre forme de responsabilité découlant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, d'œuvres protégées ou d'autres droits de propriété intellectuelle fournis à l'UNICEF sous licence ou autrement, dans le cadre du Contrat, ou utilisés par le Fournisseur, son Personnel ou ses sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

4.5 L'UNICEF informe le Fournisseur au sujet de telles poursuites, réclamations, revendications, pertes ou actions en responsabilité dans un délai raisonnable après en avoir pris connaissance. Le Fournisseur assume l'entière direction de tout règlement, défense ou transaction dans le cadre de toute poursuite, procédure, réclamation ou demande, sauf en ce qui concerne la revendication ou la protection des privilèges et immunités de l'UNICEF ou toute autre question s'y rapportant (notamment en ce qui concerne les relations de ce dernier avec les Gouvernements hôtes), lesquelles, s'agissant des rapports entre les Parties, relèvent exclusivement de l'UNICEF (ou des entités publiques concernées). Ce dernier est en droit de se faire représenter à ses frais par un conseil indépendant de son choix dans le cadre de telles poursuites, procédures, réclamations ou demandes.

Assurance

4.6 Le Fournisseur se conforme aux exigences suivantes en matière d'assurance :

a) Il souscrit et maintient en vigueur, auprès d'assureurs réputés et avec une couverture suffisante, une assurance contre tous les risques qu'il pourrait encourir au titre du Contrat (y compris le risque de réclamations liées à ses prestations au titre du Contrat ou en découlant), notamment :

- i) Une assurance tous risques sur ses biens et le matériel utilisé pour l'exécution du Contrat ;
- ii) Une assurance responsabilité civile générale contre tous risques liés au Contrat et les réclamations qui pourraient en découler, assortie d'une couverture suffisante pour couvrir toutes réclamations découlant des prestations du Fournisseur ou s'y rapportant ;
- iii) Une assurance suffisante en matière d'indemnisation des salariés et de responsabilité civile de l'employeur ou l'équivalent à l'égard de son Personnel et de ses sous-traitants, pour couvrir toute réclamation au titre du décès ou du préjudice corporel ou matériel découlant de l'exécution du Contrat ;
- iv) Toute autre assurance dont pourront convenir par écrit l'UNICEF et le Fournisseur ;

b) Le Fournisseur maintient la couverture d'assurance visée à l'alinéa a) du présent paragraphe pendant la durée du Contrat et la période s'étendant, après la cessation d'effet du Contrat, jusqu'à la prescription de toute réclamation visée par l'assurance.

c) Le Fournisseur prend en charge le montant de toute franchise ou retenue prévue par la police d'assurance.

d) Sauf en ce qui concerne l'assurance visée au point iii) de l'alinéa a) ci-dessus, toute police d'assurance souscrite par le Fournisseur au titre du présent paragraphe : i) désigne l'UNICEF comme assuré supplémentaire ; ii) prévoit la renonciation de l'assureur à tout droit de subrogation contre l'UNICEF ; iii) stipule que l'assureur adresse à ce dernier un préavis écrit de trente (30) jours avant toute annulation ou modification de la couverture.

e) Le Fournisseur remet sur demande à l'UNICEF des preuves satisfaisantes de la souscription des assurances prévues au présent paragraphe.

f) Le respect des exigences du Contrat en matière d'assurance ne limite en aucun cas la responsabilité du Fournisseur, que ce soit au titre du Contrat ou autrement.

Responsabilité

4.7 Le Fournisseur indemnise sans délai l'UNICEF en cas de perte, de destruction ou d'endommagement des biens de celui-ci par son Personnel ou l'un de ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat.

5. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU AUTRE ; PROTECTION DES DONNEES ; CONFIDENTIALITE

Droits de propriété intellectuelle ou autre

5.1 Sauf stipulation expresse à l'effet contraire du Contrat :

a) Sous réserve de l'alinéa b) du présent paragraphe, sont dévolus à l'UNICEF tous les droits de propriété intellectuelle ou autres, notamment les brevets, les droits d'auteur et les marques déposées, afférents aux produits, procédés, inventions, idées, savoir-faire, documents, données et autres articles (« Éléments protégés ») : i) que le Fournisseur conçoit pour l'UNICEF dans le cadre du Contrat et qui se rapportent directement à l'exécution de celui-ci ou ii) qui sont produits, préparés ou rassemblés dans le cadre de l'exécution du Contrat. Le terme « Éléments protégés » comprend notamment tous dessins, cartes, photographies, plans, rapports, recommandations, estimations et documents élaborés ou reçus par le Fournisseur, ainsi que toutes autres données compilées ou obtenues par lui au titre du Contrat. Le Fournisseur reconnaît et accepte que les Éléments protégés constituent des œuvres réalisées sur commande pour l'UNICEF. Ils sont assimilés aux Informations confidentielles de l'UNICEF et ne sont remis qu'aux responsables autorisés de celui-ci à l'expiration ou en cas de résiliation du Contrat.

b) L'UNICEF renonce à revendiquer quelque intérêt dans les droits de propriété intellectuelle ou autre du Fournisseur né avant l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ou qu'il peut acquérir ou avoir acquis indépendamment de l'exécution de ces obligations. Le Fournisseur accorde à l'UNICEF une licence perpétuelle, non exclusive et sans redevance, pour la jouissance de ces droits de propriété intellectuelle ou autre aux seules fins du Contrat et conformément aux stipulations de celui-ci.

c) À la demande de l'UNICEF, le Fournisseur prend toutes dispositions nécessaires, signe tous les documents requis et apporte son concours en vue de protéger ces droits de propriété et les transférer (sous licence dans le cas des droits de propriété intellectuelle visés à l'alinéa b) ci-dessus) à l'UNICEF, conformément au droit applicable et aux stipulations du Contrat.

Confidentialité

5.2 La Partie qui reçoit de l'autre des Informations confidentielles que celle-ci considère comme lui appartenant ou qui lui sont fournies ou communiquées dans le cadre de l'exécution du Contrat ou à l'occasion de son objet veille à assurer leur confidentialité. Elle accorde le même soin et la même discrétion que ceux accordés à ses propres Informations confidentielles pour éviter la communication de celles de la Partie dont elles émanent et ne les utilise qu'aux fins pour lesquelles elles lui ont été transmises. Elle s'interdit de les communiquer à qui que ce soit :

a) À l'exception de ses Sociétés affiliées, employés, fonctionnaires, représentants, agents et sous-traitants qui en ont besoin pour l'exécution d'obligations découlant du Contrat ;

b) À moins : i) qu'elles ne lui aient été communiquées sans restriction par une tierce partie ; ii) qu'elles n'aient été communiquées par la Partie dont elles émanent à des tiers sans obligation de confidentialité ; iii) qu'elles n'aient été connues du destinataire avant leur communication par la Partie dont elles émanent; iv) qu'elles ne soient établies à un moment quelconque par le destinataire de manière totalement indépendante de leur communication au titre du Contrat.

5.3 S'il est requis de communiquer des Informations confidentielles de l'UNICEF dans le cadre d'une mesure d'instruction ou de police, le Fournisseur, avant d'obtempérer : a) en donne à l'UNICEF un préavis suffisant pour lui permettre d'obtenir l'intervention des autorités publiques nationales compétentes afin de prendre toute mesure de protection ou autre qu'il estime opportune ; b) avise en conséquence l'autorité requérante. L'UNICEF est en droit de communiquer les Informations confidentielles du Fournisseur dans la mesure requise au titre des résolutions et règlements de ses organes directeurs.

5.4 Le Fournisseur ne peut en aucun cas communiquer à quelque personne, gouvernement ou autorité extérieure à l'UNICEF quelque information dont il a connaissance en raison de ses liens avec l'UNICEF et qui n'a pas été rendue publique, sauf autorisation écrite préalable de celui-ci ; il ne peut en aucun cas utiliser pareille information à des fins privées. Protection et sécurité des données

5.5 Les Parties conviennent que toutes les Données de l'UNICEF, ainsi que tous les droits (y compris les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété), titres et intérêts liés à ces Données, appartiennent exclusivement à l'UNICEF, et que le Fournisseur a une licence non exclusive limitée lui permettant d'accéder aux Données de l'UNICEF et de les utiliser dans le seul but d'exécuter ses obligations découlant du Contrat. À l'exception de cette licence, le Fournisseur n'a aucun autre droit, exprès ou implicite, sur les Données de l'UNICEF ou leur contenu.

5.6 Le Fournisseur confirme qu'il dispose de mesures de protection des données conformes à toutes les normes applicables en la matière et aux exigences légales et qu'il s'engage à les appliquer à la collecte, au stockage, à l'exploitation, au traitement, à la conservation et à la destruction des Données de l'UNICEF. Il s'engage à se conformer à toutes orientations ou conditions d'accès et de divulgation des Données de l'UNICEF qui lui sont notifiées.

5.7 Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour assurer la séparation logique des Données de l'UNICEF d'autres informations dans toute la mesure du possible. Il utilise des garanties et des contrôles (infrastructures administratives, techniques, physiques, procédurales et sécuritaires, installations, outils, technologies, pratiques et autres mesures de protection) nécessaires et suffisants pour s'acquitter de ses obligations de confidentialité visées au présent article qui s'appliquent aux Données de l'UNICEF. Si l'UNICEF en fait la demande, le Fournisseur lui fournit des copies des politiques applicables et une description des garanties et des contrôles qu'il utilise pour s'acquitter de ses obligations au titre du présent paragraphe, ces politiques et cette description étant traitées comme des Informations confidentielles du Fournisseur dans le cadre du Contrat. L'UNICEF peut évaluer l'efficacité de ces garanties, contrôles et mesures de protection, et, s'il en fait la demande, le Fournisseur lui apporte sa pleine coopération dans le cadre d'une telle évaluation sans frais supplémentaires pour l'UNICEF. Le Fournisseur et son Personnel ne procèdent en aucun cas au transfert, à la duplication, à la suppression ou au stockage de Données de l'UNICEF sur un site, réseau ou système de ce dernier sans l'approbation écrite préalable d'un responsable autorisé de l'UNICEF.

5.8 Sauf stipulation contraire du Contrat ou avec le consentement écrit préalable de l'UNICEF, le Fournisseur n'installe aucun logiciel ou application sur une machine, un réseau ou un système de l'UNICEF. Le Fournisseur déclare et garantit à l'UNICEF que les Services et les Prestations prévus au Contrat ne contiennent aucun Code de désactivation et que l'UNICEF ne recevra du Fournisseur aucun Code de désactivation dans le cadre de l'exécution du Contrat. Sans préjudice des autres droits et voies de droit de l'UNICEF, si un Code de désactivation est identifié, le Fournisseur prend, à ses frais exclusifs, toutes les mesures nécessaires pour : a) restaurer ou reconstituer toutes les Données que l'UNICEF et des Utilisateurs finaux auraient perdues du fait du Code de désactivation ; b) fournir à l'UNICEF une version corrigée des Services sans Code de désactivation ; c) au besoin, exécuter les Services de nouveau.

5.9 En cas d'Incident de sécurité, le Fournisseur prend, le plus tôt possible après avoir eu connaissance de cet Incident et à ses frais exclusifs, les mesures suivantes : a) informer l'UNICEF de l'Incident de sécurité et des mesures correctives proposées ; b) mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour atténuer ou réparer les dommages ; c) le cas échéant, rétablir l'accès de l'UNICEF et, sur instruction de celui-ci, des Utilisateurs finaux, aux Services. Le Fournisseur tient l'UNICEF informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de réparation des dommages. Il coopère pleinement, à ses frais exclusifs, aux mesures d'enquête, de réparation et d'intervention prises par l'UNICEF en cas d'Incident de Sécurité. Si le Fournisseur ne parvient pas à résoudre, à la satisfaction raisonnable de l'UNICEF, l'Incident de sécurité, ce dernier peut résilier le Contrat avec effet immédiat. Prestataires de services et sous-traitants.

5.10 Le Fournisseur impose à ses prestataires de services, sous-traitants et autres tiers les mêmes exigences en matière de protection des données et de non-divulgence des Informations confidentielles que celles qui lui sont imposées au présent article, et s'engage à les faire respecter par ceux-ci.

Expiration du Contrat

5.11 À l'expiration du Contrat ou en cas de résiliation anticipée de celui-ci, le Fournisseur :

a) Restitue à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il a reçues de lui, y compris les Données de l'UNICEF, ou, au choix de ce dernier, détruit toutes les copies des informations que lui ou ses sous-traitants détiennent et confirme par écrit cette destruction à l'UNICEF ;

b) Transfère à l'UNICEF toutes les informations se rapportant à la propriété intellectuelle ou autre, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 5.1.

6. RESILIATION ; FORCE MAJEURE

Résiliation par l'une des Parties pour manquement important

6.1 En cas de manquement important par une Partie à l'une quelconque de ses obligations résultant du Contrat, l'autre peut lui adresser un avis écrit lui enjoignant de corriger le manquement, dans la mesure où il peut l'être, dans les trente (30) jours suivant la réception dudit avis. Si la Partie en défaut ne remédie pas au manquement dans le délai de trente (30) jours ou si le manquement ne peut être corrigé, l'autre Partie peut résilier le Contrat. La résiliation prend effet trente (30) jours après la réception, par la Partie en défaut, de l'avis de résiliation écrit. L'ouverture d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage, conformément à l'article 9 (Privilèges et immunités; règlement des différends) ci-dessous, ne constitue pas un motif de résiliation du Contrat.

Droits supplémentaires de résiliation de l'UNICEF

6.2 Outre les droits de résiliation prévus au paragraphe 6.1 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat avec effet immédiat sur remise d'un avis écrit à cet effet, sans frais de résiliation ni aucune autre obligation de quelque nature :

a) Dans les situations prévues à l'article 7 (Normes déontologiques) et conformément aux conditions qui y sont énoncées ;

b) Si le Fournisseur enfreint l'une des dispositions des paragraphes 5.2 à 5.11 (Confidentialité ; protection des données et sécurité) ;

c) Si le Fournisseur : i) est déclaré en faillite, fait l'objet d'une mesure de liquidation, devient insolvable, demande un moratoire de ses dettes ou demande à être déclaré insolvable; ii) obtient un moratoire de ses dettes ou est déclaré insolvable; iii) procède à une cession au bénéfice d'un ou plusieurs de ses créanciers; iv) voit ses biens placés sous administration judiciaire pour cause d'insolvabilité; v) propose à ses créanciers un règlement amiable pour éviter d'être déclaré en faillite ou insolvable; vi) a connu, de l'avis raisonnable de l'UNICEF, une détérioration de sa situation financière telle qu'elle risque d'empêcher ou de compromettre gravement l'exécution par lui des obligations découlant du Contrat.

6.3 Outre les droits de résiliation prévus aux paragraphes 6.1 et 6.2 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat en tout temps sur remise d'un avis écrit adressé au Fournisseur dans tous les cas où le mandat ou le financement de l'UNICEF se rapportant à l'exécution du Contrat est réduit ou annulé, en tout ou en partie. L'UNICEF peut également résilier le Contrat moyennant un préavis écrit de soixante (60) jours adressé au Fournisseur sans avoir à motiver sa décision.

6.4 Dès qu'il reçoit un avis de résiliation de l'UNICEF, le Fournisseur prend immédiatement les dispositions nécessaires pour mettre fin rapidement et de façon ordonnée aux activités qu'il avait entreprises pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat, en veillant à n'engager à cette fin que le minimum de dépenses ; il s'abstient, à compter de la date de réception de l'avis de résiliation, de prendre de nouveaux engagements dans le cadre du Contrat. En outre, il prend toutes autres dispositions qu'il juge nécessaires ou que l'UNICEF lui demande par écrit de prendre pour réduire les risques de pertes et pour assurer la protection et la préservation des biens, corporels ou incorporels, qui se trouvent en sa possession dans le cadre de l'exécution du Contrat et sur lesquels l'UNICEF détient ou est susceptible d'acquérir des droits.

6.5 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur remet immédiatement à l'UNICEF tout travail fini qui n'a pas été livré et accepté avant la réception de l'avis de résiliation, ainsi que toute donnée, matériel ou travail en cours au titre du Contrat. Si l'UNICEF obtient l'assistance d'une autre partie pour continuer les Services ou compléter tout travail inachevé, le Fournisseur apportera une coopération raisonnable à l'UNICEF et à cette partie dans la migration ordonnée des Services et le transfert de toute donnée, et de tout matériel et travail en cours relatif au Contrat. Le Fournisseur restitue, en même temps, à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il lui a fournies et lui transfère toutes les informations sur les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété conformément à l'article 5.

6.6 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur n'a droit au paiement par l'UNICEF que des Services et des Prestations attendues fournis à sa satisfaction conformément au Contrat et uniquement si ceux-ci étaient requis ou demandés avant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation, ou en cas de résiliation par lui-même, avant la date de prise d'effet de cette résiliation. Le Fournisseur n'a droit à aucun paiement autre que ceux prévus au présent paragraphe, mais il demeure responsable envers l'UNICEF de toute perte ou tout dommage que ce dernier pourrait subir en raison d'un manquement de sa part (notamment quant au coût de l'acquisition et de la fourniture de Services ou de Prestations de remplacement).

6.7 Les droits de résiliation visés au présent article s'ajoutent à tous les autres droits et voies de droit dont dispose l'UNICEF au titre du Contrat.

Force majeure

6.8 Si un cas de force majeure met définitivement une Partie dans l'incapacité totale ou partielle d'honorer les obligations qui lui incombent au titre du Contrat, l'autre Partie peut résilier celui-ci aux conditions énoncées au paragraphe 6.1, sauf que le délai de préavis est alors réduit à sept (7) jours au lieu de trente (30) jours. Le terme « Force majeure » s'entend de tout fait imprévisible et imparable résultant de causes indépendantes de la volonté des Parties et comprend les phénomènes naturels, les actes de guerre (que celle-ci ait été déclarée ou non), les invasions, les révolutions, les insurrections, les actes de terrorisme et tous autres événements de nature ou de gravité comparable. Sont toutefois exclus : a) tout fait causé par la négligence ou l'action intentionnelle d'une Partie; b) tout fait qu'une partie diligente aurait raisonnablement dû prendre en considération ou prévoir au moment où le Contrat a été conclu; c) l'insuffisance de fonds, l'impossibilité d'effectuer les paiements requis au titre du Contrat ou tout phénomène économique, y compris l'inflation, l'augmentation des prix ou la disponibilité de la main d'œuvre ; d) tout fait résultant de conditions difficiles ou de problèmes logistiques rencontrés par le Fournisseur (y compris les troubles civils) en raison des lieux où l'UNICEF intervient ou est sur le point de le faire ou d'où il se retire, ou lié aux activités d'aide humanitaire, d'urgence ou d'intervention de l'UNICEF.

7. NORMES DEONTOLOGIQUES

7.1 Sous réserve de la portée générale des dispositions de l'article 2, le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier l'exécution des travaux prévus au Contrat à des personnes fiables et compétentes qui font preuve

d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de comportement moral et éthique.

7.2 a) Le Fournisseur déclare et garantit qu'il n'a offert et n'offrira à aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou d'un organisme du système des Nations Unies quelque avantage direct ou indirect relativement au Contrat, notamment en vue de l'adjudication de celui-ci. Sont notamment considérés comme un tel avantage direct ou indirect les cadeaux, les faveurs ou l'hospitalité.

b) Le Fournisseur déclare et garantit que les exigences ci-après concernant les anciens fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et continueront de l'être : i) Au cours de l'année qui suit la cessation d'emploi d'un fonctionnaire de l'UNICEF, il lui est interdit de faire à celui-ci une offre d'emploi directe ou indirecte si, au cours des trois années précédant la fin de son engagement, il a participé à quelque aspect d'un processus d'approvisionnement de l'UNICEF auquel lui-même a pris part.

ii) Au cours des deux (2) années suivant sa cessation d'emploi à l'UNICEF, il est interdit à l'ancien fonctionnaire de communiquer avec l'UNICEF en son nom ou d'intervenir en sa faveur, directement ou indirectement, relativement à toute question relevant des responsabilités qu'il assumait en son sein.

c) Le Fournisseur déclare également, en ce qui concerne tous les aspects du Contrat (y compris l'adjudication de celui-ci par l'UNICEF, ainsi que la sélection des sous-traitants et l'attribution de contrats de sous-traitance), qu'il a fait part à l'UNICEF de toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou d'être raisonnablement perçue comme telle.

7.3 Le Fournisseur déclare et garantit également que ni lui ni ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs n'ont fait l'objet d'aucune sanction ou suspension temporaire imposée par un organisme du système des Nations Unies ou par une autre organisation intergouvernementale internationale. Le Fournisseur informe immédiatement l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses Sociétés affiliées ou son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du Contrat.

7.4 Le Fournisseur : a) s'engage à observer les normes déontologiques les plus élevées ; b) s'efforce de protéger l'UNICEF contre la fraude dans l'exécution du Contrat ; c) se conforme aux dispositions applicables du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption. En particulier, il s'interdit tout acte de corruption ou manœuvre frauduleuse, coercitive, collusoire ou obstructive au sens du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption ; cet engagement vaut également pour les membres de son Personnel, ses agents et sous-traitants.

7.5 Pendant la durée du Contrat, le Fournisseur se conforme : a) à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements applicables à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ; b) aux normes de conduite énoncées par le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies (disponible sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies à l'adresse www.ungm.org).

7.6 Le Fournisseur déclare et garantit que ni lui ni ses Sociétés affiliées ne se livrent, directement ou indirectement: a) à quelque pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris l'article 32, ou la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, n° 182 (1999); b) à la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.

7.7 Le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles de la part de son Personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par lui pour fournir quelque service dans le cadre du Contrat. En ce sens, toute activité sexuelle avec une personne de moins de 18 ans, indépendamment des lois relatives à l'âge de

consentement, constitue une forme d'exploitation ou d'atteintes sexuelles contre cette personne. En outre, le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour interdire à son Personnel, y compris ses employés et toute autre personne engagée par lui, de fournir une somme d'argent, des biens, des services ou quelque autre contrepartie en échange de faveurs sexuelles ou d'activités de nature sexuelle à caractère dégradant. Cette disposition constitue une condition fondamentale du Contrat et tout manquement à cet égard donne à l'UNICEF le droit de résilier le Contrat immédiatement, sur avis adressé au Fournisseur, sans aucuns frais de résiliation ou autre obligation de quelque nature.

7.8 Le Fournisseur informe l'UNICEF dès qu'il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec les engagements et déclarations prévus au présent article.

7.9 Le Fournisseur reconnaît et convient que chacune des dispositions du présent article constitue une condition fondamentale du Contrat.

a) L'UNICEF se réserve le droit, à son entière discrétion, de suspendre ou de résilier avec effet immédiat le Contrat et tout autre contrat passé entre lui et le Fournisseur sur avis écrit adressé à ce dernier si : i) il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec le Contrat ou en cas de manquement par le Fournisseur à l'un ou l'autre des engagements et déclarations prévus au présent article ou aux dispositions correspondantes de tout contrat le liant au Fournisseur ou à l'une de ses Sociétés affiliées; ii) le Fournisseur ou l'une de ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une sanction ou suspension temporaire au sens du paragraphe 7.3 pendant la durée du Contrat.

b) En cas de suspension, si le Fournisseur prend les mesures voulues pour remédier à la situation ou au manquement en question à la satisfaction de l'UNICEF et dans le délai stipulé dans l'avis de résiliation, l'UNICEF peut lever la suspension par notification écrite au Fournisseur, le Contrat et tous les autres contrats concernés recommençant dès lors à produire leurs effets conformément à leurs stipulations. Si toutefois l'UNICEF n'est pas convaincu que le Fournisseur prend à cœur la résolution satisfaisante de l'affaire, il peut en tout temps exercer son droit de résilier le Contrat et tout autre contrat le liant au Fournisseur.

c) La suspension ou résiliation au titre du présent article 7 n'entraîne aucuns frais de résiliation ni aucune autre obligation ou autre forme de responsabilité de quelque nature.

8. PLEINE COOPERATION AUX AUDITS ET ENQUETES

8.1 L'UNICEF est en droit d'effectuer des inspections, des audits après paiement ou des enquêtes sur tout aspect du Contrat, y compris son adjudication, son exécution et les prestations des Parties en général, y compris l'observation par le Fournisseur des dispositions de l'article 7 ci-dessus. Le Fournisseur coopère pleinement et en temps voulu aux inspections, audits après paiement et enquêtes, notamment en donnant accès à son Personnel et à tous documents et données utiles, suivant des modalités de temps et autres qui soient raisonnables, et accorde à l'UNICEF et aux inspecteurs, vérificateurs ou enquêteurs l'accès à ses locaux à des moments et dans des conditions raisonnables afin qu'ils puissent avoir accès à son Personnel et à tous documents et données utiles. Le Fournisseur exige de ses sous-traitants et agents, y compris ses avocats, comptables et autres conseillers, qu'ils apportent leur concours raisonnable aux inspections, audits après paiement et enquêtes effectués par l'UNICEF.

9. PRIVILEGES ET IMMUNITES ; REGLEMENT DES DIFFERENDS

9.1 Aucune disposition du Contrat ni aucun élément y afférent ne doit s'interpréter comme une renonciation, expresse ou implicite, volontaire ou involontaire, à l'un ou l'autre des privilèges et immunités conférés à l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF et ses organes subsidiaires,

par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies de 1946, ou autrement.

9.2 Aucun système de droit national ou local ne peut être invoqué pour l'interprétation ou l'application des stipulations et des conditions du Contrat.

9.3 Les Parties font tout leur possible pour régler à l'amiable tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat ou s'y rapportant. Si les Parties souhaitent y parvenir par voie de conciliation, elles appliquent le Règlement de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), dans sa version en vigueur, ou toute autre procédure dont elles pourraient convenir d'un commun accord. Tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat qui n'est pas résolu dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après que l'une des Parties a reçu de l'autre une demande de règlement à l'amiable peut être soumis à arbitrage par l'une ou l'autre. L'arbitrage a lieu conformément au Règlement d'arbitrage en vigueur de la CNUDCI, dans la ville de New York aux États-Unis d'Amérique. Le tribunal arbitral rend ses décisions sur la base des principes généraux du droit commercial international. Il n'est pas habilité à accorder de réparation pour préjudice moral ou à ordonner le paiement d'intérêts à un taux supérieur au taux interbancaire alors en vigueur à Londres (LIBOR) ou d'intérêts composés. La sentence rendue à l'issue d'une telle procédure arbitrale s'impose aux Parties et règle définitivement leur différend, contestation ou réclamation.

10. AVIS

10.1 Tout avis, demande ou consentement requis ou autorisé aux termes du Contrat doit être formulé par écrit et adressé au destinataire désigné à cet effet. Il est remis en mains propres, transmis par courrier recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception. Il est réputé avoir été reçu, selon le cas, au moment de sa remise en mains propres, de la signature du récépissé en cas d'envoi par courrier recommandé) ou vingt-quatre (24) heures après l'envoi de l'accusé de réception depuis l'adresse électronique du destinataire en cas d'envoi par courrier électronique avec accusé de réception.

10.2 Tout avis, document ou récépissé délivré dans le cadre du Contrat doit être conforme aux stipulations et conditions de celui-ci, lesquelles prévalent en cas d'ambiguïté, de divergence ou d'incohérence.

10.3 Tous les documents formant le Contrat et tous les documents, avis et récépissés établis ou fournis sous son régime ou s'y rapportant sont réputés comporter les stipulations de l'article 9 (Privilèges et immunités ; également des différends), et sont interprétés et appliqués en conséquence.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Le Fournisseur reconnaît l'engagement de l'UNICEF en faveur de la transparence, ainsi que l'énonce la Politique de celui-ci en matière de divulgation de l'information, et confirme qu'il consent à la communication au public, si l'UNICEF le juge opportun et selon les modalités fixées par lui, des stipulations et conditions du Contrat.

11.2 L'inaction de l'une des Parties à l'égard de tout manquement par l'autre aux conditions du Contrat, n'emporte en aucun cas renonciation à la violation ou au manquement, ni à quelque autre violation, manquement ou faute à venir, et ne doit pas être interprétée comme telle.

11.3 Dans ses relations avec l'UNICEF, le Fournisseur a qualité d'entrepreneur indépendant. Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme plaçant les Parties dans un rapport de mandat ou de coentreprise.

11.4 Le Fournisseur ne peut, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'UNICEF, céder, transférer, donner en gage ou autrement aliéner le Contrat, en tout ou partie, ou les droits et obligations en découlant.

11.5 Ni l'octroi d'un délai au Fournisseur pour remédier à un défaut dans le cadre du Contrat, ni l'exercice tardif ou le non-exercice, par l'UNICEF, d'une autre voie de droit à sa disposition au titre du Contrat, ne doit être interprété comme portant préjudice ou renonciation aux droits ou voies de droit dont l'UNICEF dispose au titre du Contrat.

11.6 Le Fournisseur s'interdit de chercher à saisir ou à grever d'une charge ou d'une sûreté les sommes dues ou devenant exigibles au titre du Contrat ou d'autoriser qui que ce soit d'autre à le faire, et il s'engage à lever ou faire lever toute saisie, charge ou sûreté existante.

11.7 Le Fournisseur s'abstient de faire état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires, de sa relation contractuelle avec l'UNICEF ou l'Organisation des Nations Unies. Hormis les références au nom de l'UNICEF dans les rapports annuels ou les communications entre lui et ce dernier, son Personnel et ses sous-traitants, il s'abstient d'utiliser, de quelque manière que ce soit, dans le cadre de ses activités et sans l'autorisation écrite de l'UNICEF, le nom, l'emblème ou le sceau officiel de celui-ci ou de l'Organisation des Nations Unies, ou toute abréviation du nom s'y rapportant.

11.8 Le Contrat peut être traduit dans d'autres langues. La traduction du Contrat est faite par souci de commodité uniquement et la version anglaise prévaut en toutes circonstances.

11.9 Aucune modification du Contrat, aucune renonciation à l'une de ses stipulations, ni aucun autre rapport contractuel avec le Fournisseur ne peut être réputé valable et opposable à l'UNICEF à moins d'avoir été constaté sous la forme d'un avenant écrit au Contrat, signé par un responsable autorisé de l'UNICEF.

11.10 La fourniture des Services et Prestations attendues et l'expiration ou la résiliation anticipée du Contrat sont sans effet sur l'application des dispositions énoncées aux paragraphes 2.14., 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 et 11.7. ***